

La sécurité de la Suisse 2015

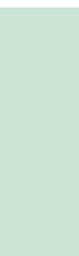


Table des matières

Préserver la liberté	5
Le rapport de situation en bref	7
Un environnement stratégique en mutation	11
Thème central : le terrorisme	19
L'extrémisme violent et le terrorisme pour motifs religieux et ethno-nationalistes	29
L'extrémisme de droite, de gauche et de la cause animale	43
Prolifération	55
Service de renseignement prohibé et attaques dirigées contre des infrastructures d'information	63
Liste des abréviations	73

Préserver la liberté

Les attentats terroristes à Paris et à Copenhague en début d'année ont montré que les pays européens doivent tenir compte de deux faits marquants : premièrement, que la lutte djihadiste a le potentiel de menacer concrètement et par surprise des citoyens dans nos pays, et deuxièmement, que les Etats qui disposent de possibilités très étendues au niveau juridique et en personnel ne peuvent pas détecter précocement et empêcher toutes les activités terroristes.

Ces deux constats sont l'occasion de réfléchir sur la façon de gérer cette réalité et sur les conclusions que nous devons en tirer.

Concernant la menace, nous ne pourrions la réduire qu'en collaboration avec les autres pays et personnes concernés. En font surtout partie les pays où sévit le djihadisme, et plus particulièrement les communautés musulmanes, qui souffrent des agissements criminels de leurs coreligionnaires. Ces acteurs jouent un rôle important pour détecter à temps des personnes qui se radicalisent, et peuvent intervenir afin d'empêcher ce phénomène ou y faire barrage. Au cours des prochaines années, les sociétés occidentales, mais aussi les pays musulmans, devront développer des stratégies pour stopper ensemble ces radicalisations et promouvoir un islam éclairé.

Simultanément, il nous faut protéger les libertés de nos sociétés contre des assassins fanatiques, mais aussi contre de trop importantes restrictions liées à une prise exagérée de mesures de sécurité. C'est précisément ce dernier élément qui fait partie de la stratégie de la terreur : avec des actes de violence ciblés, les gouvernements doivent être amenés à prendre des mesures de sécurité d'une telle ampleur que les populations finissent par se dresser contre eux.

Celles et ceux qui pensent ici aux mesures modérées, démocratiques et sous contrôle juridique de la nouvelle loi sur le renseignement sont dans l'erreur. Bien qu'une partie des mesures prévues dans cette loi soient une nouveauté pour la Suisse, elles font, en comparaison internationale, et principalement avec des pays européens, depuis longtemps partie des standards. Elles augmentent de façon responsable les possibilités de détecter à temps des velléités terroristes et d'autres activités qui menacent la sécurité et de les explorer sans intervenir dans les libertés fondamentales de la plus grande partie de la population. Comme dans d'autres pays, ces mesures ne parviendront pas à éliminer toutes les lacunes que des terroristes déterminés ou d'habiles agents du renseignement pourront, à l'avenir aussi, utiliser pour leurs visées. Mais elles augmentent la probabilité que leurs agissements soient reconnus à temps et rendent ainsi plus difficile la préparation d'actes qui menacent la sécurité.

Je laisse aux lectrices et aux lecteurs du présent rapport de situation le soin de décider eux-mêmes comment interpréter le titre de cette préface, « Préserver la liberté » : comme un appel avec un point d'exclamation, une question avec point d'interrogation ou comme un constat suivi d'un point. L'évidence est que nous voulons obtenir le plus de succès possible avec nos efforts pour assurer notre sécurité intérieure et extérieure. Pour préserver la liberté de tout un chacun.



Département fédéral de la défense,
de la protection de la population et des sports DDPS

Ueli Maurer
Conseiller fédéral

Le rapport de situation en bref

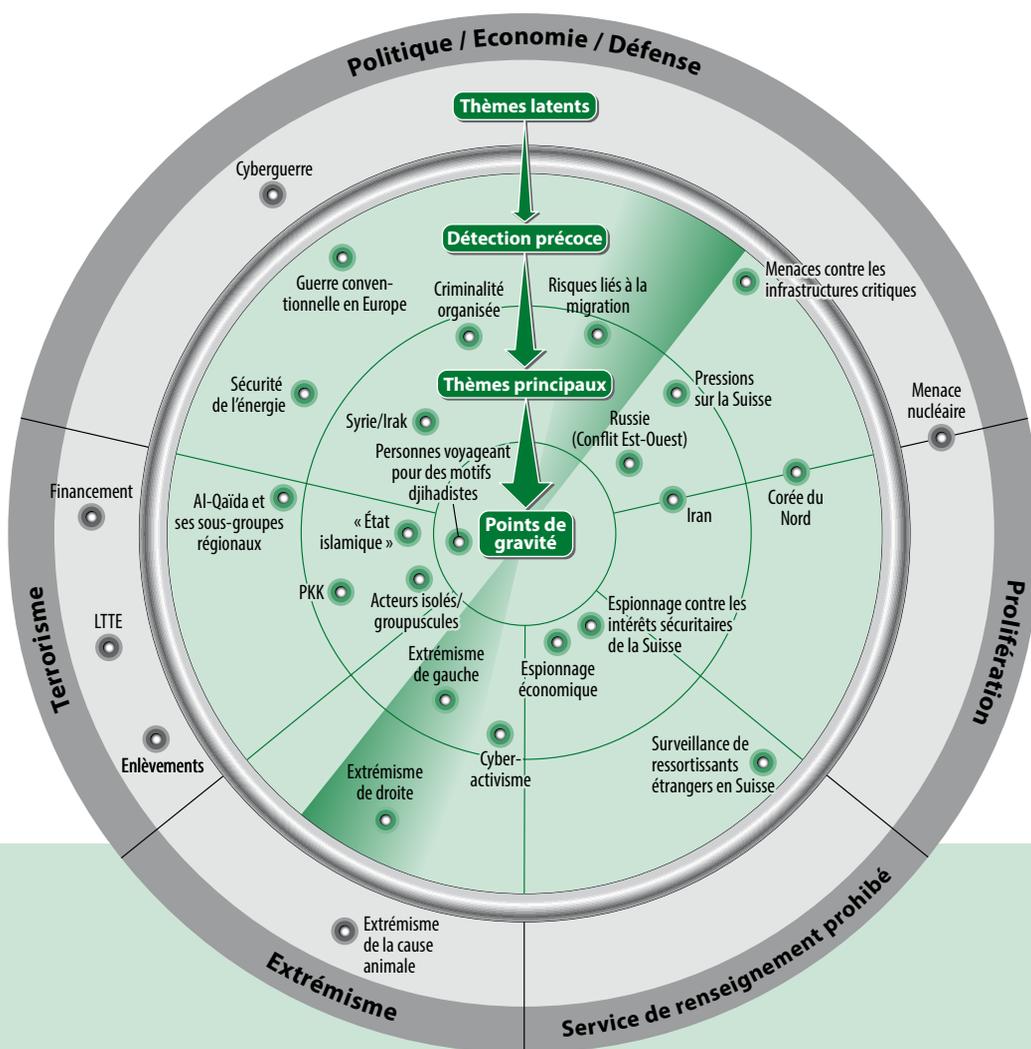
A quel point la Suisse est-elle sûre ? Par qui sommes-nous menacés et quels sont les dangers auxquels nous sommes exposés ? Quelles sont les thématiques qui devraient préoccuper la population suisse à cet égard ? Pour toutes ces questions, le radar de la situation du SRC offre une bonne vue d'ensemble sur le plan de la politique de sécurité, puisqu'il illustre, sous l'angle du renseignement, ce qui préoccupe actuellement la Suisse dans le domaine de la sécurité.

- Le conflit en Ukraine constitue une nouvelle phase du conflit Est-Ouest, profondément enraciné dans l'histoire, qui va durablement modifier le paysage politico-sécuritaire de l'Europe. Une ère au cours de laquelle des conflits interétatiques se sont atrophiés en Europe a pris fin et une nouvelle ère a commencé, marquée par une confrontation stratégique sur un triple plan politique, économique et militaire.
- Dans le voisinage méridional de l'Europe, l'issue des bouleversements initiés par le Printemps arabe reste toujours incertaine. Divers Etats centraux ont de la peine à s'affirmer et des territoires étendus échappent à tout contrôle étatique. En Irak et en Syrie, le scénario le plus probable est la poursuite de la lutte entre le groupe terroriste « Etat islamique » et ses ennemis, avec à la clef une consolidation de son territoire.
- Avec le groupe terroriste « Etat islamique », implanté en Irak et en Syrie, est apparu un acteur djihadiste qui effraie le public occidental en raison de ses succès militaires, de ses actes d'une extrême brutalité, de sa représentation médiatique professionnelle ainsi que de son attractivité et de sa capacité de mobilisation dans les milieux djihadistes. Ce groupe dispute au noyau dur d'Al-Qaïda son rôle de leader de la mouvance djihadiste. Cette concurrence accroît le risque d'attentats – aussi spectaculaires que possible – également en Occident. Le risque d'attentats augmente également en raison du phénomène en progression de personnes endoctrinées, formées et aguerries au combat qui reviennent au pays après s'être rendues dans des régions du djihad, et d'acteurs isolés ou de groupuscules radicalisés (à distance). Bien que la Suisse ne soit pas directement dans la ligne de mire de groupes djihadistes, elle reste menacée en tant que pays faisant partie de l'espace européen. La menace terroriste la plus importante émane actuellement d'acteurs isolés et de groupuscules.
- Le service de renseignement prohibé se pratique toujours en Suisse. Comme le montrent les enseignements tirés de l'affaire Snowden, il a atteint une nouvelle dimension dans le secteur de la sécurité de l'information, à laquelle la Suisse ne peut pas échapper non plus.

- La prolifération reste l'un des problèmes majeurs de notre époque. A l'heure actuelle, on ne sait toujours pas s'il y a une chance de pouvoir conclure un accord étendu à cet égard avec l'Iran. Quoiqu'il en soit, un Iran équipé de l'arme nucléaire ébranlerait une nouvelle fois les fondations mêmes des efforts internationaux visant à endiguer la prolifération et pourrait mener à une intensification de la course régionale aux armements dans le domaine des armes conventionnelles également.
- Depuis un certain temps, la situation dans les domaines de l'extrémisme de droite, de gauche et de la cause animale, du terrorisme ethno-nationaliste et de l'extrémisme violent s'est améliorée. Le potentiel de violence de ces groupes persiste toutefois et ces milieux peuvent, le cas échéant, rapidement manifester leur violence, en particulier en réaction à des événements.
- En Suisse, la complexité de l'ensemble des défis que doivent relever les organes de la politique de sécurité s'est encore accrue, un constat qui vaut tant pour les services de renseignement que pour les autorités de police, de poursuite pénale, des douanes et pour la protection de la population. Pour l'armée, les délais de préalertes, généralement assez stables jusqu'à présent, ont tendance à se raccourcir.

Le radar de situation

Le SRC utilise depuis 2011 l'instrument du radar de situation pour illustrer les menaces importantes qui pèsent sur la Suisse. Dans sa version simplifiée, sans données confidentielles, il est une des composantes du présent rapport. Cette version publique contient les menaces qui relèvent du domaine d'activité du SRC. Elle est complétée par des éléments importants en matière de politique de sécurité tels que les « risques migratoires » et le « crime organisé », deux thèmes qui ne sont pas traités dans le présent rapport. Nous renvoyons à leur sujet aux rapports des offices fédéraux compétents.



Un environnement stratégique en mutation

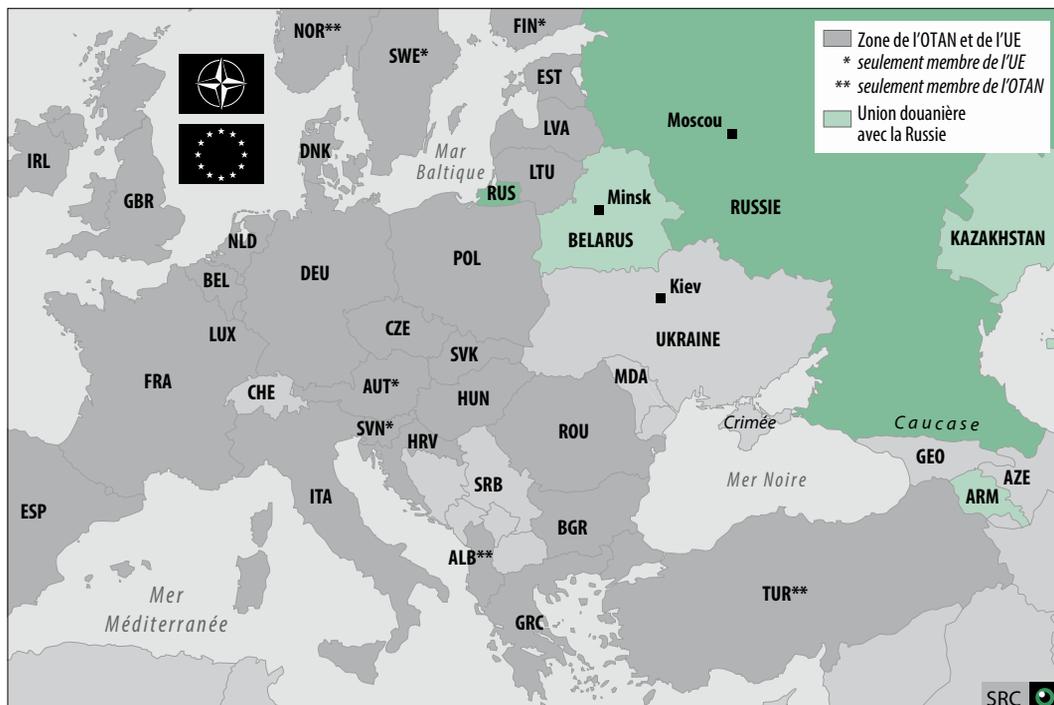
L'environnement stratégique de la Suisse est en mutation depuis quelques années déjà et est désormais entré dans une nouvelle phase. La guerre en Ukraine est un signe que le paysage politico-sécuritaire de l'Europe se modifie durablement. Qui plus est, la difficulté de prévoir les évolutions au Proche et au Moyen-Orient représente toujours un défi majeur.

Le conflit Est-Ouest entre dans une nouvelle phase

Même si la crise couvait depuis de nombreuses années, l'Ukraine est passée en l'espace de moins de deux ans du statut de coorganisatrice du championnat d'Europe de football 2012 à un territoire en guerre, à un pays dont l'intégrité territoriale a été violée et qui se trouve au bord de la scission. La principale raison de cette évolution réside dans le fait que la Russie a désormais surmonté une phase de faiblesse subie il y a 25 ans de cela et ressentie comme une catastrophe nationale. Elle se considère aujourd'hui comme une puissance délibérément séparée du

cadre de référence constitué par l'Europe de l'Ouest et n'accepte pas l'actuelle répartition du pouvoir en Europe. La violente réaction au changement de pouvoir à Kiev démontre que la Russie considère l'Ukraine comme le théâtre central d'un combat avec l'Occident pour gagner en zones d'influence. A l'inverse, une résistance commence à se dessiner en Occident contre l'extension de l'influence russe. Les bases d'une nouvelle phase de l'historique conflit Est-Ouest sur le continent européen ont ainsi été jetées.

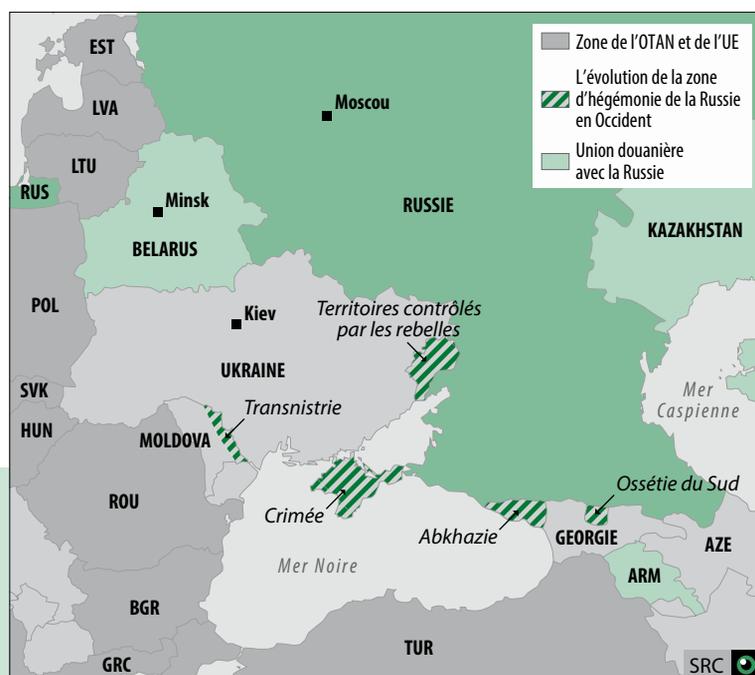
L'extension de l'influence russe est clairement observée depuis quelques années. Comme le SRC l'avait déjà constaté dans son rapport 2013 sur la sécurité en Suisse, la Russie a réussi à stopper les élargissements à l'Est de l'UE et de l'OTAN ainsi qu'à retourner en sa faveur la dynamique dans les pays occidentaux de la Communauté des Etats indépendants. En Ukraine, ce conflit Est-Ouest se traduit par les armes depuis l'annexion de la Crimée et la signature d'une première partie d'un Accord d'association avec l'UE en mars 2014.



Depuis le discours-programme du président russe Vladimir Poutine lors de la Conférence de Munich sur la sécurité en 2007 et le conflit en Géorgie de 2008, la Russie a fait d'importants pas en vue de renforcer son influence en Europe de l'Est. En 2010, elle a notamment obtenu une avancée majeure avec l'adhésion du Bélarus à l'Union douanière avec la Russie et le Kazakhstan. En 2012, elle a contribué à la victoire aux élections géorgiennes de l'oligarque Bidzina Ivanichvili, qui est à l'écoute des intérêts russes et qui exerce aujourd'hui encore son influence sur la politique géorgienne. En 2013, la pression exercée par la Russie a poussé l'Arménie à adhérer à l'Union douanière et a aussi empêché l'Ukraine du président Viktor Ianoukovytch de signer un Accord d'association avec l'UE. Le poids stratégique croissant de la Russie se manifeste du reste à travers l'expansion des entreprises énergétiques et instituts financiers russes ainsi que la constitution de forces armées performantes. A l'instar de ce qui s'est passé dans le sud-est de l'Ukraine, ces dernières peuvent à présent aussi être engagées dans les pays limitrophes avec efficacité et de manière contrôlée.

Des modifications durables en Europe

Le renforcement de la Russie sur le continent européen est un processus durable. Le cœur de l'appareil d'Etat russe, que Poutine a construit au cours des quinze dernières années avec un petit cercle de fidèles, est très solide. Le mouvement d'opposition de la classe moyenne, qui a manifesté à fin 2011 dans les rues de quelques grandes villes russes, est aujourd'hui endigué et la centralisation du système ainsi que les contrôles internes ne cessent d'être renforcés. De plus, la politique de puissance du gouvernement russe en Europe est largement acceptée par la population. L'économie russe est certes pénalisée par les sanctions occidentales et plus encore par la forte chute des prix du pétrole, mais le système ne subira une pression déstabilisante que si le prix du pétrole se maintient à un bas niveau sur une période prolongée. La politique de la Russie visant à contrer l'extension de l'UE et de l'OTAN en Europe centrale et orientale ainsi qu'à consolider sa propre sphère d'influence n'est vraisemblablement pas un phénomène provisoire, mais une modification au long cours dans l'environnement stratégique de la Suisse.



L'expansion de l'influence russe suscite toutefois des résistances en Occident. Le positionnement à long terme des Etats-Unis revêtira une importance toute particulière pour les évolutions à venir, puisque ceux-ci étaient clairement focalisés sur des zones sises hors de l'Europe dans leur engagement global depuis la fin de la Guerre froide et avaient par conséquent fortement réduit leur présence militaire en Europe. Pour l'heure, la réaction de l'administration Obama au changement de situation en Europe semble avant tout se concentrer sur la mise en place d'une force de dissuasion militaire crédible du côté de l'OTAN et sur sa dotation en capacités suffisantes pour protéger sa frontière orientale. De plus, leur but est d'éviter, si possible par des moyens économiques et politiques notamment, la reconstitution d'une influence russe dominante en Ukraine ainsi que dans les autres Etats nés sur les cendres de l'Union soviétique qui ne font pas partie de l'OTAN. En parallèle, l'administration Obama vise à préserver une coopération pragmatique avec la Russie, notamment dans les domaines de la lutte contre le terrorisme et la non-prolifération.

Prémices de luttes d'influence dans l'environnement de la Suisse

Le gouvernement russe a commencé à réellement mettre à l'épreuve le cadre sociopolitique existant en Europe de l'Est. Les Etats-Unis vont de leur côté vouloir sécuriser la frontière orientale de l'OTAN en tant que partie intégrante de leur système global d'alliance. Un processus a ainsi été mis en route, lequel pourrait avec le temps mener à la formation de zones d'influence concurrentes sur le continent euro-

péen. Le retour à une situation comme celle ayant régné au cours des deux dernières décennies, où l'évolution vers une zone commune de politique de sécurité allant de l'Atlantique à l'Oural représentait une perspective à tout le moins comme objectif à long terme, est dans l'intervalle devenu improbable. Les possibilités de développement réalistes se limitent désormais à deux grandes catégories : l'une au sein de laquelle une forme quelconque de délimitation des intérêts sur le continent entre l'Est et l'Ouest va précocement confiner les conflits le long des zones d'influence se dessinant et une évolution alternative, dans le cadre de laquelle l'escalade de la situation se poursuivra petit à petit dans les années à venir.

La nouvelle situation peut aussi engendrer des changements de portée stratégique pour l'environnement de la Suisse, en particulier si le passage à des délimitations stratégiques formelles ou informelles entre la Russie, les Etats-Unis et leurs partenaires européens devait échouer. Une période de 25 ans qui a vu reculer en Europe les conflits interétatiques a ainsi pris fin. La nouvelle ère sera vraisemblablement marquée par une confrontation stratégique durable entre l'Occident et la Russie sur un triple plan politique, économique et militaire. Quant à la question de savoir comment les choses vont évoluer et où elles vont mener, nous sommes encore bien loin de pouvoir y répondre. Elle pourrait essaimer au-delà de l'Ukraine et provoquer de graves situations de crise dans diverses zones de l'environnement stratégique de la Suisse : sur la ligne de rupture Est-Ouest traversant l'Europe se trouvent les pays baltes, l'Ukraine (avec le Bélarus et la Moldova) ainsi que les

Balkans, où la rivalité Est-Ouest pourrait transposer des conflits dans une région n'ayant pas encore surmonté la dissolution du Pacte de Varsovie et l'éclatement de la Yougoslavie.

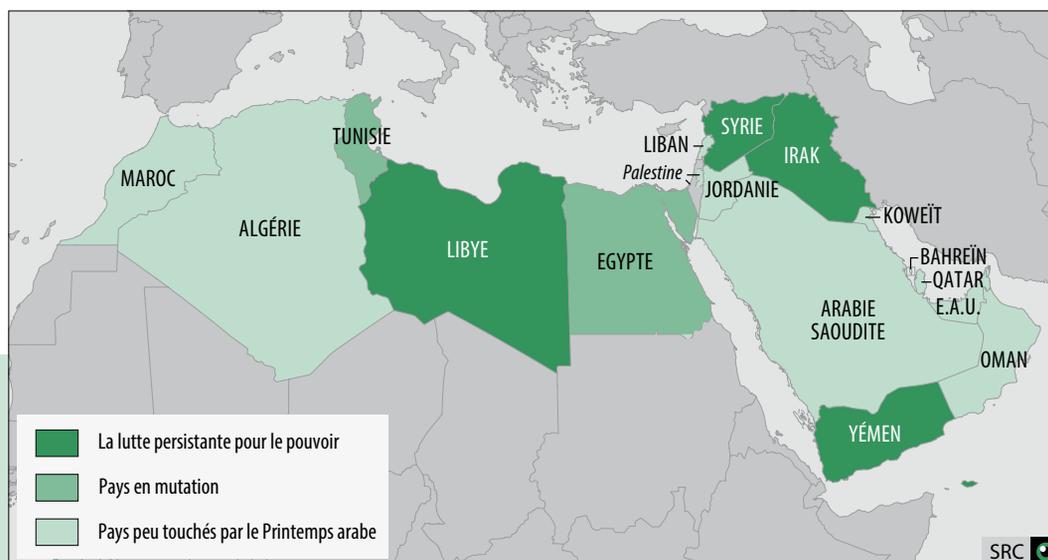
Les menaces militaires

Dans le contexte de tensions grandissantes entre la Russie et l'OTAN en Europe, les ressources militaires vont aussi à nouveau gagner en importance. Dans les zones de conflit qui se dessinent, il faut s'attendre à ce que les intérêts russes et occidentaux se chevauchent et que les revendications mutuelles soient mises à l'épreuve et ne soient pas abandonnées sans lutter. Il existe dans ces régions un risque particulier d'assister à une déstabilisation à l'étendue certes variable mais gagnant en importance par rapport à la situation actuelle : usage de la pression politique, de moyens de propagande et de connivences obscures, de chantage économique et de violence, pouvant dans les situations de crise aller jusqu'au déploiement de forces armées et à la violation de l'intégrité territoriale de certains Etats. Un tel procédé, combiné avec le recours à des acteurs non étatiques armés, est également désigné sous le terme de « guerre hybride ». Ce type de conflit n'est pas fondamentalement un phénomène nouveau, mais revêt un nouveau visage avec l'utilisation de

nouvelles technologies, par exemple dans le domaine cybernétique. Dans ce contexte de lutte d'influence, la déstabilisation pourrait de son côté entraîner une militarisation accrue de ces régions, à travers des investissements dans les capacités des forces armées, des services de renseignement et des instruments de propagande, dans le développement de forces paramilitaires et dans des activités dans l'espace cybernétique, le tout dans le but de faire prévaloir ses intérêts avec des moyens violents également et avec à la clé un raccourcissement des longs délais de préalerte dont disposait jusqu'à présent l'armée pour sa propre planification dans la perspective d'un conflit potentiel en Europe centrale.

Les conséquences du Printemps arabe

Parallèlement, un apaisement de la situation dans le voisinage méridional de l'Europe ne pointe toujours pas à l'horizon. En Egypte, puissance historiquement dominante dans la région, le premier gouvernement librement élu en 2013 après le changement de pouvoir a été écarté par un putsch. Depuis lors, c'est à nouveau l'appareil militaire qui dirige et qui force les Frères musulmans à se réfugier dans la clandestinité. La sécurité intérieure reste précaire et les défis économiques s'accumulent devant les nouveaux dirigeants. De nombreux autres pays

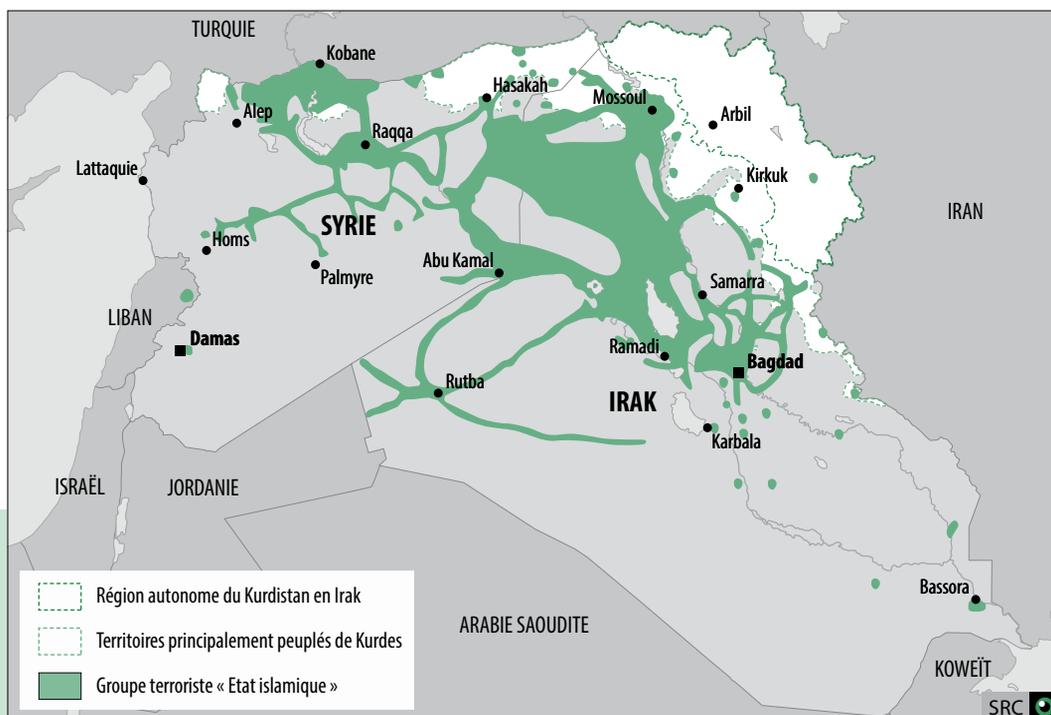


de la région sont également confrontés à des problèmes de sécurité intérieure, à des marges de manœuvre économiques devenant toujours plus étroites et à l'intégration encore non résolue de l'islam politique. Domine ainsi l'impression d'Etats qui se décomposent, à l'image aujourd'hui de la Libye et du Yémen. Heureusement, les importants stocks d'armes chimiques en Syrie ont pu être majoritairement soustraits à tout accès par les parties belligérantes en 2014 et la Tunisie, elle, a réussi, avec les élections présidentielle et législatives, à franchir une nouvelle étape sur le long chemin menant à la stabilisation visée du nouveau contexte politique.

De plus, la vague de révoltes n'a plus touché de nouvel Etat depuis 2011 et, à l'exception notable du Bahreïn, les monarchies du Golfe, d'une importance cruciale pour l'approvisionnement en énergie de la planète, ont jusqu'à présent été largement épargnées. Or, les séquelles de ces événements se ressentent bien au-delà de la région. Après le changement de pouvoir en Libye, le Sahel a ainsi subi une nouvelle déstabilisation. A la suite de l'intervention militaire au Mali en 2012, la France exploite depuis août 2014 un nouveau

dispositif militaire visant à combattre la menace des groupes terroristes (opération Barkhane), avec des troupes stationnées au Tchad, au Mali, en Mauritanie, au Niger et au Burkina Faso.

L'année 2014 a par ailleurs été placée sous le signe de l'expansion spectaculaire de l'« Etat islamique » en Irak et en Syrie. L'« Etat islamique » est une organisation terroriste, mais bien plus encore. Ce constat est d'une importance cruciale pour la manière d'appréhender le phénomène, sans que cela ne constitue toutefois une légitimation inutile de l'« Etat islamique ». L'exigence d'établir un califat va de pair avec une volonté de constituer une véritable structure étatique. Le contrôle physique exercé sur des territoires et les populations qui y résident crée les conditions nécessaires pour disposer d'une capacité d'action économique et militaire, et le contrôle durable d'un territoire constitue l'expression mesurable du succès. L'influence de l'« Etat islamique » est étendue et se maintiendra au moins pour les douze prochains mois sur une région qui est environ six fois plus grande que la Suisse et qui compte une population d'environ cinq millions d'habitants.



Le groupe profite des faiblesses persistantes de l'Etat irakien et de la perte d'influence de l'Etat syrien en de nombreux endroits du pays. A travers ses démonstrations de force allant du Liban jusqu'en Irak, il remet en question la précaire légitimité des frontières étatiques et ainsi l'ordre post-ottoman établi au Proche et au Moyen-Orient depuis presque cent ans. Finalement, il a également provoqué une nouvelle série d'interventions militaires dans la région, qui durera probablement longtemps. Les Etats-Unis ont initié ces opérations, qui sont portées par une coalition d'Etats occidentaux et régionaux.

Des risques pèsent sur la Suisse également

L'issue de ces bouleversements à la lisière sud de l'Europe reste toujours incertaine. Une consolidation de l'« Etat islamique » en Syrie et en Irak constituerait un changement d'importance stratégique pour l'ordre régnant au Proche et au Moyen-Orient. En Syrie, le régime poursuit sa lutte. Il va probablement survivre, bien que sur les ruines de sa société, au prix d'un large discrédit sur le plan de la politique à la fois intérieure et extérieure et sans contrôle stable exercé sur de nombreuses provinces. La perte de contrôle étatique dans de larges zones de Syrie et d'Irak va obliger l'Occident

à maintenir un engagement militaire au long cours dans sa lutte contre l'« Etat islamique ». L'Egypte, la Tunisie et la Libye luttent avec des stratégies et des moyens différents pour stabiliser les rapports de pouvoir à l'intérieur de leurs propres frontières. La Suisse soutient le long et difficile processus de transformation amorcé dans ces pays. Elle ne peut toutefois pas échapper aux risques auxquels elle est exposée dans le bassin méditerranéen méridional et oriental, où le développement économique est en retard et la sécurité intérieure problématique. On y assiste à des flux incontrôlés d'armes, et de nouveaux espaces se libèrent pour les organisations terroristes ou criminelles. Le phénomène des voyages pour motifs djihadistes constitue un grave problème de sécurité pour les Etats occidentaux également, y compris la Suisse. Pour celle-ci, d'innombrables problématiques vont exiger l'attention sans faille des autorités : la mise en péril de la sécurité de ressortissants suisses et de représentations diplomatiques dans la région, les menaces terroristes et les cas d'enlèvements, la perturbation du commerce et de l'approvisionnement énergétique, la gestion des régimes de sanction et celle des avoires de personnalités politiquement exposées, ainsi que l'immigration issue des zones de crise.



Le calife Ibrahim alias
Abou Bakr al-Baghdadi
proclamant le califat
« Etat islamique »

La sécurité énergétique

A une époque marquée par des soubresauts économiques et des failles politiques, la population prend davantage conscience de la dépendance vis-à-vis des importations de matières premières et d'énergie. En ce qui concerne la sécurité énergétique de la Suisse, les risques n'ont pas changé. Elle reste garantie pour les importations de pétrole grâce à un marché pétrolier international qui fonctionne bien, même à un moment où l'insécurité gagne en importance dans les régions de crise au Proche et au Moyen-Orient. La situation est structurellement autre pour ce qui est des importations de gaz naturel, pour lequel il n'existe pas encore de marché intégré à l'échelle internationale et pour lequel la Suisse est fortement tributaire de la Russie, puisqu'elle dépend de systèmes de gazoducs fixes. Or, la situation ne va pas s'améliorer dans un avenir proche, puisque le plus important système alternatif de gazoduc non russe sur le continent européen, le projet-phare Nabucco de l'UE, a été abandonné et que l'avenir du projet russe South Stream ou de son alternative via la Turquie est pour l'heure encore incertain. L'importance de la zone de crise ukrainienne pour le transit de gaz vers l'Europe s'en retrouve donc accentuée. A long terme, la révolution technologique en lien avec l'extraction de gaz de schiste a le potentiel pour accélérer le développement d'un marché international de gaz naturel et donc d'influer positivement sur la sécurité énergétique de la Suisse également.

Le terrorisme, thème central du présent rapport

Les attentats djihadistes commis à Paris en janvier 2015 et à Copenhague en février 2015, ainsi que le succès et la brutalité des procédés du groupe « Etat islamique » en Irak et en Syrie, ont effrayé le public occidental. Le chapitre central du présent rapport est de ce fait consacré au terrorisme, et plus particulièrement à la situation actuelle concernant le terrorisme pour motifs djihadistes. Ce type de terrorisme s'internationalise peu à peu et un grand nombre de groupes agissent aujourd'hui sous sa bannière. Le terrorisme djihadiste est un phénomène contemporain et, dans ce contexte, les médias électroniques jouent un rôle très important puisqu'ils contribuent à la diffusion rapide d'une propagande importante tant en quantité qu'en qualité. Est aussi lié à ce phénomène le constat d'une rapide radicalisation d'acteurs isolés et de groupuscules, qui peuvent être incités à commettre des attentats ou à se rendre dans des zones de conflits pour y soutenir des groupes ou se joindre à leurs combattants. Actuellement, les destinations privilégiées par ces voyageurs du djihad sont la Syrie et l'Irak. Le nombre croissant de personnes en provenance de pays occidentaux, et aussi de Suisse, qui se rendent dans des zones de conflit pour des motifs djihadistes représente un problème en particulier à leur retour : endoctrinés, formés et aguerris au combat, ces djihadistes peuvent être plus enclins à commettre des attentats en Europe.

Aperçu des autres thèmes importants sur le radar de situation du SRC.

L'extrémisme de droite, de gauche et de la cause animale

Un potentiel considérable de violence est toujours présent dans les milieux d'extrême droite et d'extrême gauche, même s'il ne met pas l'Etat en danger et que la situation s'est calmée au cours des dernières années. Les extrémistes de droite observent toujours de la retenue à se manifester en public et les actes de violence qu'ils commettent le sont sans stratégie apparente. L'intensité des actes de violence des milieux d'extrême gauche a diminué. Dans le cadre de manifestations, ils font cependant preuve d'une agressivité considérable, en particulier contre des personnes.

La prolifération

La prolifération d'armes de destruction massive et de leurs vecteurs est l'une des grandes problématiques de notre époque et fait l'objet d'une coopération multilatérale toujours plus étroite. Toute une série d'Etats sont sous surveillance. L'évolution en Iran et en Corée du Nord reste toutefois au centre des préoccupations. S'agissant de l'Iran, l'Agence internationale de l'énergie atomique a réitéré ses soupçons selon lesquels ce pays n'utilise pas son projet nucléaire à des fins exclusivement civiles, mais travaille depuis des années dans le plus grand secret à l'élaboration d'une arme nucléaire. L'Iran et les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU ainsi que l'Allemagne ont signé en novembre 2013 un accord préliminaire sur un compromis éten-

du, qui a été plusieurs fois prolongé depuis. La Suisse s'engage résolument contre les activités de prolifération, car, en sa qualité de place industrielle et économique aussi novatrice que concurrentielle, elle a un intérêt particulier à empêcher les tentatives d'acquisition et de contournement.

Service de renseignement prohibé et attaques contre les infrastructures d'information

La cadence des révélations issues de l'affaire Snowden s'est dans l'intervalle ralentie, ce qui n'infléchit toutefois pas leur dimension politico-sécuritaire (qui va de l'espionnage à la sécurité de l'information en passant par la protection des infrastructures critiques et la sûreté des produits). Etant donné que l'espionnage cybernétique présuppose en particulier l'introduction dans des systèmes et des réseaux, il offre également la possibilité de procéder à des manipulations, voire à des actes de sabotage. Qui plus est, même si l'espionnage cybernétique gagne en importance, il ne remplace pas les méthodes d'espionnage traditionnelles. Ces types d'espionnage se complètent plus qu'ils ne se concurrencent. Leur but reste de récolter des informations afin d'atteindre divers objectifs.

Thème central : le terrorisme

Le terrorisme en tant que phénomène

Le terme « terrorisme » fait l'objet de multiples définitions et descriptions. Les Etats et les organisations internationales peinent toutefois à le décrire de manière concluante et, du point de vue juridique, il n'en existe aucune définition reconnue sur le plan international. La délimitation entre terrorisme et les combattants pour la liberté, le terrorisme d'Etat ou les actes de violence individuels tels que les crises de folie meurtrière, par exemple, n'est pas clarifiée. Il en va de même pour la délimitation par rapport à l'extrémisme violent, qu'il soit d'ordre politique ou religieux.

En Suisse également, il existe des descriptions du terrorisme pouvant être invoquées lorsqu'il s'agit de savoir comment interpréter ce terme. Selon l'art. 4 de l'ordonnance sur le Service de renseignement de la Confédération, sont par exemple considérées comme terroristes toutes les activités « déployées en vue d'influencer ou de modifier les structures de l'Etat et de la société, susceptibles d'être réalisées ou favorisées en commettant des infractions graves ou en menaçant de s'y livrer, et en faisant régner la peur et la terreur. » Une autre description du terrorisme se trouve à l'art. 260^{quinquies} du Code pénal suisse (CP) : la peine contre le financement du terrorisme définit un acte terroriste comme « un acte de violence criminelle visant à intimider une population ou à contraindre un Etat ou une organisation internationale à accomplir ou à s'abstenir d'accomplir un acte quelconque. »

Les causes du terrorisme

Une des motivations fondamentales des acteurs et des groupes terroristes est leur mécontentement face aux conditions-cadre politiques, sociales, économiques ou ethniques qui règnent dans un pays ou dans une région déterminés. Concernant le terrorisme pour motifs religieux, c'est en particulier le processus de sécularisation dans les sociétés modernes qui offre un terrain favorable à l'émergence d'attitudes individuelles approuvant le terrorisme et à la création de groupes et d'organisations terroristes. L'appartenance à un groupe de population spécifique (ethnie) ou le soutien à des objectifs politiques ou idéologiques peuvent également inciter à commettre des actes de violence pour atteindre les objectifs visés.

La notion de « sécularisation » désigne soit la perte d'influence progressive de la religion au sein de la société, soit le transfert des convictions religieuses de la sphère sociale ou politique au domaine des opinions individuelles, c'est-à-dire à la sphère privée. C'est cette évolution que les fondamentalistes religieux n'acceptent pas. Le fondamentalisme peut aboutir au terrorisme, autrement dit à la menace ou à l'usage de violence pour effrayer une population ou pour exercer un chantage sur certains Etats. Le but de la menace ou de l'usage de violence est d'affirmer et de renforcer les exigences des fondamentalistes, avec pour conséquence d'attirer l'attention des médias et du public sur ces acteurs et leurs revendications. Le terrorisme dépend de l'effet médiatique

qu'il produit et vise une escalade de la situation de conflit. En ce sens, le terrorisme n'est pas une idéologie, mais un moyen – criminel – pour atteindre des buts précis.

L'islam politique et le djihadisme

Dans le cas du fondamentalisme pour motifs religieux, c'est l'islam politique qui est depuis des années au centre de l'attention. Pendant le dernier quart du 20^e siècle, il a fait beaucoup d'émules. Les adeptes de l'islam politique considèrent qu'il comporte des consignes claires pour agir et lutter contre tout ce qu'ils ressentent comme injuste ou opprimant.

Les fondements spirituels de l'islam politique remontent à plusieurs siècles. Ils ont ensuite en grande partie été développés au 18^e siècle par Mohammed ben Abdelwahab, puis étoffés par des réformateurs musulmans au cours du 19^e siècle. Ces penseurs avaient pour objectif de promouvoir dans leurs écrits la réintroduction des dogmes et du culte islamiques dans leur forme prétendument originelle. Cet idéal de retour aux débuts de l'islam est à la base de nombreux mouvements fondamentalistes, comme le salafisme par exemple. Dans les années 1920, le concept d'une contre-modernité est apparu, se définissant comme une réaction à la domination des Etats occidentaux et à la globalisation.

La forme combative et potentiellement violente du mouvement salafiste est souvent désignée sous le terme de « djihadisme ». Les djihadistes affirment la nécessité d'imposer leurs convictions religieuses au besoin les armes à la main. Les djihadistes d'aujourd'hui considèrent le djihad comme une obligation individuelle. Le but réel de leurs efforts est une domination universelle par l'islam. A l'exemple des premières générations après le prophète Mahomet, ils veulent réunir en une seule et même personne – le calife – la fonction de guide spirituel et les pouvoirs politiques. De nombreux groupes djihadistes entreprennent la lutte pour établir un califat dans leur pays d'origine, contre le gouvernement qu'ils considèrent illégitime. Ce n'est que plus tard que certains groupes et organisations décident d'internationaliser leur lutte armée. L'organisation djihadiste sans doute la plus connue, Al-Qaïda, a cependant dès le début eu des visées internationales et aussi joué un rôle central comme inspiratrice idéologique pour d'autres groupes.

Dans quelques pays d'Afrique du Nord, des groupes djihadistes sont actifs depuis des années. La chute de divers gouvernements de ces pays pendant le Printemps arabe, en 2011, a notamment eu pour conséquence le fait que des activistes potentiellement violents ont été graciés, remis en liberté ou ont pris la fuite. Les



Propagande de l'« Etat islamique » : l'extension géographique de l'islam

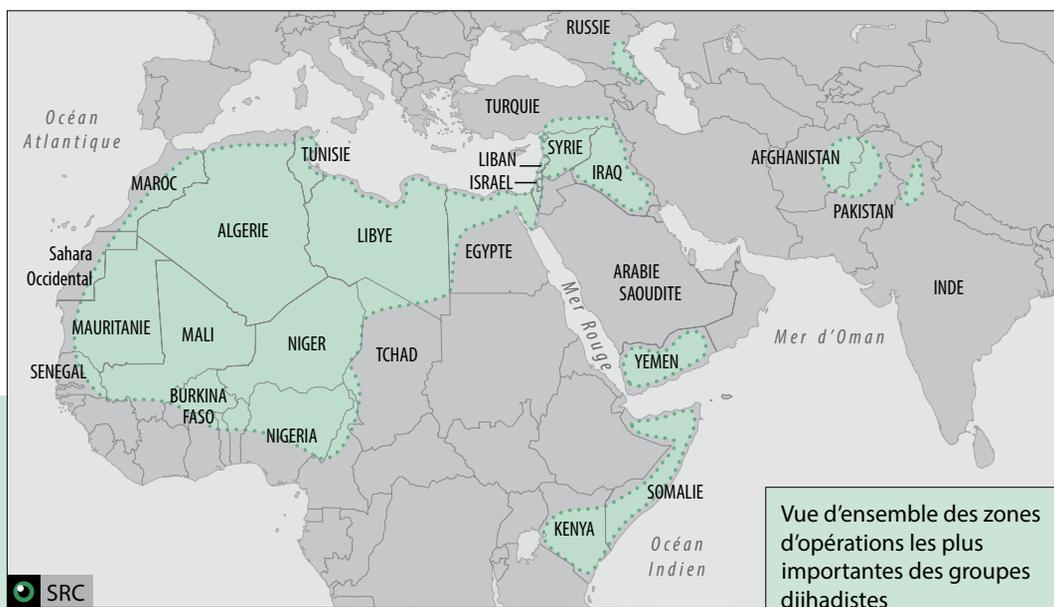
incertitudes et la détérioration très importante de la situation sécuritaire dans quelques-uns de ces pays ont fait le jeu des djihadistes et créé un terrain fertile pour l'émergence de nouveaux réseaux ou pour redonner de l'élan à des groupes existants. Il faut citer à ce sujet la Libye, où divers groupes terroristes ont mis à profit la situation instable et les territoires non contrôlés comme zones de repli, de recrutement, d'entraînement et de ravitaillement. Une menace terroriste émane de la Libye pour tout le Maghreb et la région du Sahel. Si les groupes djihadistes parvenaient à y consolider leurs positions, le risque d'attentats s'accroîtrait également pour l'Europe.

L'internationalisation du djihadisme

Le groupe Al-Qaïda s'est constitué en tant que réseau pendant la lutte de résistance afghane contre l'Union soviétique. C'est lors de l'attentat à la bombe contre le World Trade Center à New York, en 1993, que l'opinion publique mondiale a réellement pris conscience de l'existence de ce groupe. Et ce sont des membres d'Al-Qaïda qui ont commis les attentats terroristes du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis, actes qui ont coûté la vie à près de 3000 personnes.

Les mesures de lutte contre le terrorisme prises dans le monde entier après les attentats de 2001 ont abouti à la mort de hauts dirigeants d'Al-Qaïda, dont Oussama Ben Laden, le leader de longue date de cette organisation, en mai 2011. Ces pertes ont fortement touché le noyau dur d'Al-Qaïda. Cette organisation, en plus de son noyau dur, compte plusieurs branches actives telles qu'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), Al-Qaïda dans la péninsule arabe (AQPA), Al-Shabaab en Somalie et au Kenya et Jabhat al-Nosra en Syrie. Début septembre 2014, le chef du noyau dur d'Al-Qaïda a annoncé la création d'une branche de l'organisation en Inde. Des liens existaient aussi entre le noyau dur d'Al-Qaïda et le groupe Abou Sayyaf, actif aux Philippines. En février 2012, ce groupe a enlevé un Suisse et un Néerlandais : le citoyen suisse a réussi à échapper à ses ravisseurs en décembre 2014.

Des opérations ciblées des Etats-Unis ont pratiquement rendu le noyau dur d'Al-Qaïda incapable d'agir sur le plan opérationnel dans la région frontalière afghano-pakistanaise. Mais cette organisation est toujours en mesure de planifier des attentats et de les réaliser en coopération avec des acteurs locaux ou avec l'une de ses branches. En outre, l'organisation



revendique toujours son rôle de leader sur le plan idéologique et de conseillère en matière de djihad global.

Le groupe « Etat islamique »

Aujourd'hui, le noyau dur d'Al-Qaïda doit faire face à une concurrence de plus en plus marquée du groupe « Etat islamique », actif en Irak et dans une partie de la Syrie. La création de ce groupe remonte à 2003. A l'époque, le vétéran de l'Afghanistan, Abou Moussab al-Zarqaoui, fonde l'organisation Al-Tawhid wa al-Jihad. Dès le début 2004, Al-Zarqaoui prône la création d'un Etat islamique. La même année, il fait serment d'allégeance à Oussama Ben Laden, qui le nomme chef d'Al-Qaïda en Irak. Le groupe « Etat islamique en Irak » (EII) voit le jour en 2006. Ce groupe déclare territoires de l'Etat islamique plusieurs provinces et la ville de Kirkouk, mais ne les domine pas. Jusqu'en 2011, la zone des opérations de l'EII est restée limitée à l'Irak. Le conflit larvé en Syrie depuis mars 2011 a favorisé les efforts du groupe pour accroître son influence. Il a envoyé des combattants en Syrie, où ces derniers ont fondé le Front al-Nosra (Jabhat al-Nosra). En quelques mois, ce front est devenu un des groupes armés les plus puissants en Syrie, sans toutefois accepter de se soumettre à l'autorité de l'EII.

La querelle entre le Front al-Nosra et l'EII a entraîné en avril 2013 une intervention de l'EII en Syrie sous le nom d'« Etat islamique en Irak et au Levant » (EIIIL). Les prétentions concurrentes de ces deux groupes ont finalement eu pour résultat une reconnaissance du

Front al-Nosra par le noyau dur d'Al-Qaïda comme sa branche en Syrie et, simultanément, l'exclusion de l'EIIIL par Al-Qaïda. Début 2014, des groupes d'opposition syriens ont déclaré la guerre à l'EIIIL. Depuis, plusieurs groupes en Syrie, dont le Front al-Nosra, luttent contre l'EIIIL. C'est au printemps 2014 qu'a débuté l'expansion territoriale de l'EIIIL aboutissant, en juin 2014, à la proclamation du califat et à la nouvelle désignation du groupe sous le nom d'« Etat islamique ». En raison du contrôle qu'il exerce sur des champs de pétrole, du pillage d'une succursale de la Banque centrale en Irak et de revenus provenant d'activités commerciales illégales, l'« Etat islamique » dispose de ressources financières considérables et possède du matériel militaire et technique performant. Des données fiables sur le nombre exact de combattants dans les diverses formations du groupe ne sont pas disponibles ; le SRC estime que leur chiffre s'élève à plusieurs dizaines de milliers. Ces combattants sont très motivés, ils agissent de manière ciblée avec une extrême brutalité et font preuve d'un savoir-faire très étendu et efficace sur le plan militaire et logistique. Le groupe « Etat islamique » s'emploie aussi à la mise en place de structures de type étatique.

La confrontation entre l'« Etat islamique » et les Kurdes

La zone d'influence du groupe « Etat islamique » affecte la Turquie et en particulier les territoires en Syrie et en Irak où vit une population kurde. L'aile politique du Parti des travail-



Un drapeau du djihadisme :
sa profession de foi (en haut),
le nom du groupe, ici le
Front al-Nosra (en bas)

leurs du Kurdistan (PKK), le Congrès du peuple du Kurdistan (Kongra-Gel), accuse la Turquie de faire preuve non seulement de passivité dans la lutte contre l'« Etat islamique », mais aussi de soutenir ce groupe.

Les tensions entre les adeptes du PKK et les sympathisants de l'« Etat islamique » ont des conséquences directes sur la situation sécuritaire en Europe. Fin 2014, à la suite des attaques commises par l'« Etat islamique » contre la ville de Kobané (Aïn al-Arab), située à proximité de la frontière turque au nord de la Syrie et essentiellement peuplée de Kurdes, plusieurs manifestations ont été organisées par des groupes kurdes dans de nombreuses villes européennes. Bien que la plus grande partie de ces manifestations se soit déroulée dans le calme, dans certains cas, par exemple en Allemagne, des affrontements violents se sont produits entre islamistes et manifestants prokurdes.

L'influence des médias électroniques

La mouvance djihadiste a acquis dans le monde entier une audience et des soutiens grâce à l'influence toujours grandissante des médias électroniques sur les modes de communication. La diffusion de plus en plus large des smartphones et par conséquent de l'accès mobile à Internet a considérablement augmenté les possibilités interactives. Les facilités de connexion et d'utilisation des réseaux sociaux tels que Facebook ou YouTube ou de services de messagerie comme WhatsApp sur les appareils mobiles entraînent une utilisation intense des canaux de communication horizontaux qui permettent d'atteindre rapidement un grand nombre de personnes.

La rhétorique et la symbolique djihadistes sont très présentes sur les réseaux sociaux et elles y sont utilisées et consultées relativement ouvertement. La propagande de l'« Etat islamique » y est diffusée en grande quantité et qualité, et cela en plusieurs langues. Ce type de contenu, dont le but principal est de propager l'idéologie djihadiste dans les médias, peut conduire des acteurs isolés ou des groupuscules à s'identifier avec les idées de groupes violents et à se radicaliser rapidement. En Suisse, ce sont pour l'heure surtout de jeunes hommes, psychologiquement instables, sans orientation et sans perspectives d'avenir satisfaisantes qui sont sensibles à ce discours et qui se laissent influencer par des acteurs isolés ou groupes djihadistes. Dans notre pays, de nombreux internautes qui utilisent les réseaux sociaux sympathisent aussi ouvertement avec l'idéologie djihadiste.

Les voyages motivés par le djihad dans des zones de conflit

L'influence de la propagande djihadiste dans les médias électroniques peut, d'une part, motiver certains acteurs isolés ou groupuscules à planifier eux-mêmes des attentats et, d'autre part, inciter des personnes à se rendre dans des zones de conflit afin d'y soutenir les groupes djihadistes ou à se joindre à leurs combattants.

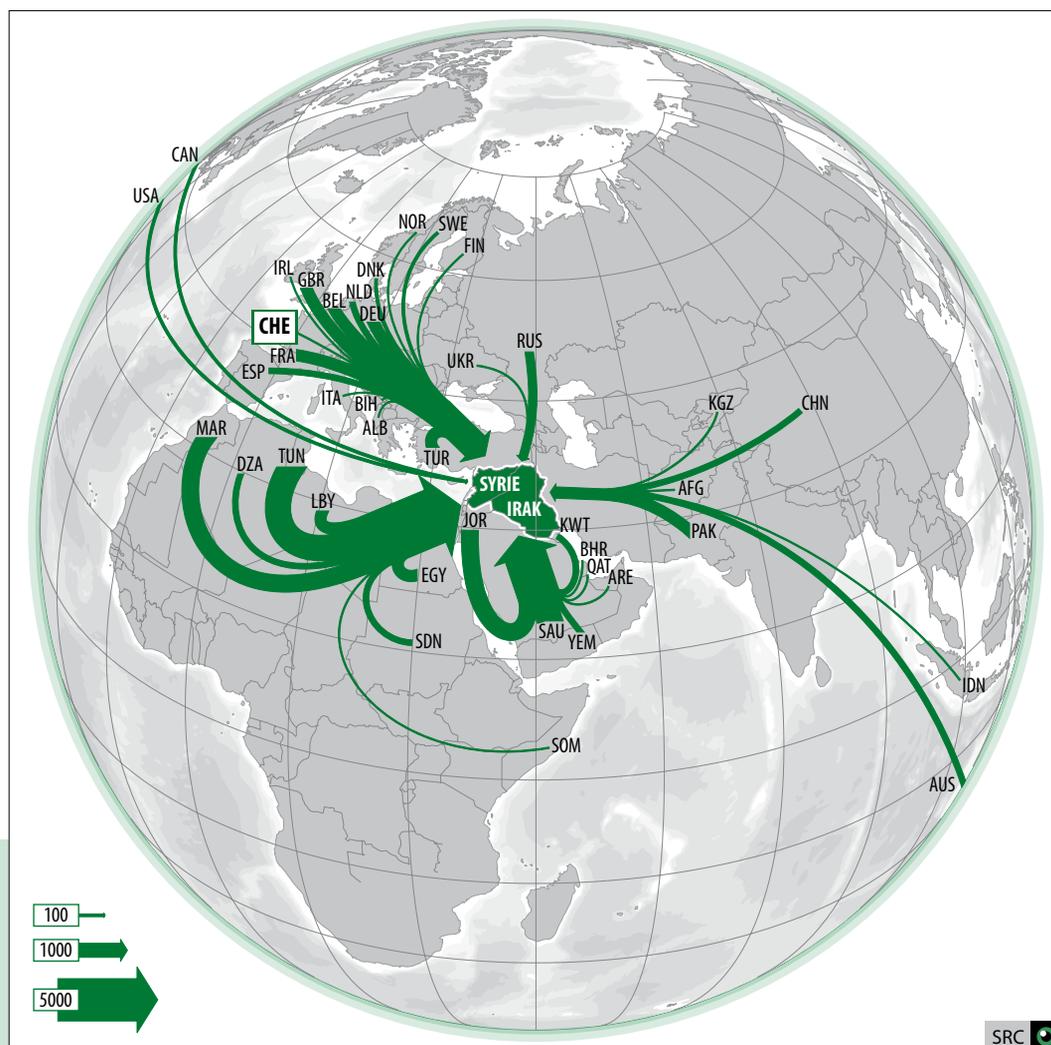
Les voyageurs motivés par le djihad jouent un rôle de plus en plus important. Ils partent de l'Europe, de l'Asie centrale, de la région du Golfe et d'Afrique du Nord, mais aussi d'outre-mer pour se rendre dans les régions de conflit au Proche et au Moyen-Orient ainsi qu'en Somalie, en Libye ou au Mali, où ils se joignent à des groupes djihadistes. Les voyageurs du djihad

qui partent de Suisse privilégient en particulier des pays comme l’Afghanistan, le Pakistan, l’Irak, la Somalie, le Yémen et la Syrie. La situation géographique de la zone de conflit en Syrie et en Irak favorise ce type de voyages, et plusieurs milliers de personnes provenant d’Europe se sont rendues en Syrie depuis le début du conflit. Avec le nombre croissant de voyageurs qui se rendent dans ces pays, le nombre potentiel des personnes qui reviennent ensuite dans leur pays augmente également. Le risque que ces personnes idéologiquement endoctrinées et aguerries au combat servent d’exemples à d’autres djihadistes potentiels ou qu’elles commettent des attentats en Europe s’accroît par conséquent. Compte tenu de la liberté de voya-

ger et du renoncement à exercer un contrôle systématique des personnes aux frontières des pays membres de l’espace Schengen, c’est l’ensemble de cet espace qui est concerné.

Les motifs des voyageurs du djihad sont très divers : sur place, ils prennent part aux combats menés par un des nombreux groupes actifs, soutiennent l’organisation sur le plan logistique ou de la propagande ou se forment au combat dans des camps d’entraînement. Il n’est pas possible de dresser un profil uniforme des voyageurs qui se rendent dans les zones du djihad, ces acteurs et leurs motifs étant trop différents.

Depuis 2001, le SRC suit de très près le développement des voyages entrepris pour des motifs djihadistes. Une des mesures prises par



le SRC pour faire face à cette menace consiste à acquérir des informations à l'aide de tous les capteurs à sa disposition et à pratiquer un échange intense d'informations avec des organisations partenaires. Dans le cadre de son mandat, le SRC procède de plus à un monitoring des sites Internet publics et des médias et forums sociaux spécifiques utilisés par les djihadistes. Lorsque des éléments concrets indiquent qu'une personne s'est radicalisée jusqu'au recours à la violence, le SRC organise des auditions préventives et demande des mesures relevant du droit des étrangers, telles que des interdictions d'entrée en Suisse, des expulsions, des révocations du statut de séjour et des signalements pour la recherche du lieu de séjour. Lors de soupçons d'actes répréhensibles, le SRC transmet ces cas aux autorités de poursuite pénale.

Les activités djihadistes en Suisse

En Suisse, la mouvance djihadiste est essentiellement constituée d'acteurs isolés et de groupuscules. Des données précises sur le nombre de personnes actives dans ce domaine seraient toutefois purement spéculatives, mais on peut partir du principe que ce nombre est relativement faible. En raison de l'influence importante qu'exercent les médias électroniques sur le processus de radicalisation, le SRC et l'Office fédéral de la police ont commencé il y a près de trois ans à surveiller et à lutter

contre le djihadisme sur Internet. Ces mesures doivent permettre d'identifier des efforts djihadistes afin d'empêcher une propagande faisant l'éloge de la violence et des activités terroristes concrètes.

Une menace accrue

L'Europe occidentale se trouve confrontée depuis 2001 à une importante menace terroriste et celle-ci s'est encore accrue au cours des derniers mois. La proclamation du califat, en juin 2014, et le comportement belliqueux de l'« Etat islamique » contre d'autres groupes d'opposition en Syrie et en Irak sont considérés par le noyau dur d'Al-Qaïda comme une prétention au rôle de chef de file de la mouvance djihadiste internationale. Cette concurrence a augmenté la menace terroriste pour l'Occident, et par conséquent pour la Suisse. Ces groupes pourraient en effet essayer de se profiler avec des attentats en Occident ou contre les intérêts d'Etats occidentaux dans d'autres pays. Dans ce contexte, la menace principale émane de personnes qui reviennent au pays après avoir séjourné dans des zones de conflits, d'acteurs isolés et de groupuscules radicalisés. En Suisse, toutefois, il n'existe pour l'instant pas d'éléments concrets indiquant des plans d'attentats de groupes djihadistes, ou d'acteurs isolés ou groupuscules inspirés par ces groupes.

Propagande djihadiste violente : appel à perpétrer des attentats dans les pays européens, dont la Suisse (janvier 2015)



Les mesures concrètes de lutte contre le terrorisme

Le 1^{er} janvier 2015, une loi urgente interdisant les groupes Al-Qaïda et « Etat islamique » et les organisations apparentées est entrée en vigueur. Cette loi est limitée à fin 2018. La Suisse a ainsi appliqué la résolution 2178 de l'ONU contre les combattants terroristes étrangers. Cette résolution invite les Etats membres des Nations Unies à prendre, dans le cadre du droit international, des mesures de prévention contre la radicalisation et le recrutement en vue d'exercer des activités terroristes en corrélation avec les groupes Al-Qaïda et « Etat islamique ». Une réglementation pour une éventuelle interdiction légale à long terme des groupes terroristes est actuellement en cours d'examen.

En plus des mesures étatiques, c'est en particulier la capacité de résistance des communautés musulmanes dans les pays européens qui permet de contribuer à prévenir l'influence de la propagande djihadiste et les actes de violence motivés par le djihad. Les mesures d'intégration dans les pays occidentaux, elles aussi, contribuent de manière déterminante à empêcher que des membres de ces communautés soient mis à l'écart ; elles participent ainsi à lutter contre la radicalisation. ■

Les moyens juridiques pour lutter contre le terrorisme

Diverses bases légales règlent en Suisse la lutte contre les activités terroristes tant au niveau de la prévention que de la répression. En matière de prévention, la Confédération, conformément à l'art. 2 de la loi fédérale instituant des mesures visant au maintien de la sûreté intérieure (LMSI), « prend des mesures préventives pour détecter précocement et combattre les dangers liés au terrorisme ». La loi fédérale sur le renseignement civil (LFRC) fixe les tâches confiées au SRC ainsi que les dispositions sur le traitement des données personnelles et le système d'information pour la sécurité extérieure. Avec la nouvelle loi sur le renseignement (LRens), la LFRC et les dispositions de la LMSI qui concernent le SRC doivent être regroupées en une seule base légale pour l'ensemble des activités du renseignement. La LRens est actuellement en consultation parlementaire.

Le Code pénal Suisse (CP) comporte entre autres, sous le titre 12, les articles relatifs aux crimes ou délits contre la paix publique. Outre l'interdiction de provocation publique au crime ou à la violence (art. 259 CP), ce sont principalement les articles 260^{ter} CP (organisation criminelle) et 260^{quinquies} CP (financement du terrorisme) qui sont pertinents du point de vue de la lutte contre le terrorisme. Dans la plupart des cas, la poursuite pénale pour ces délits relève du Ministère public de la Confédération.

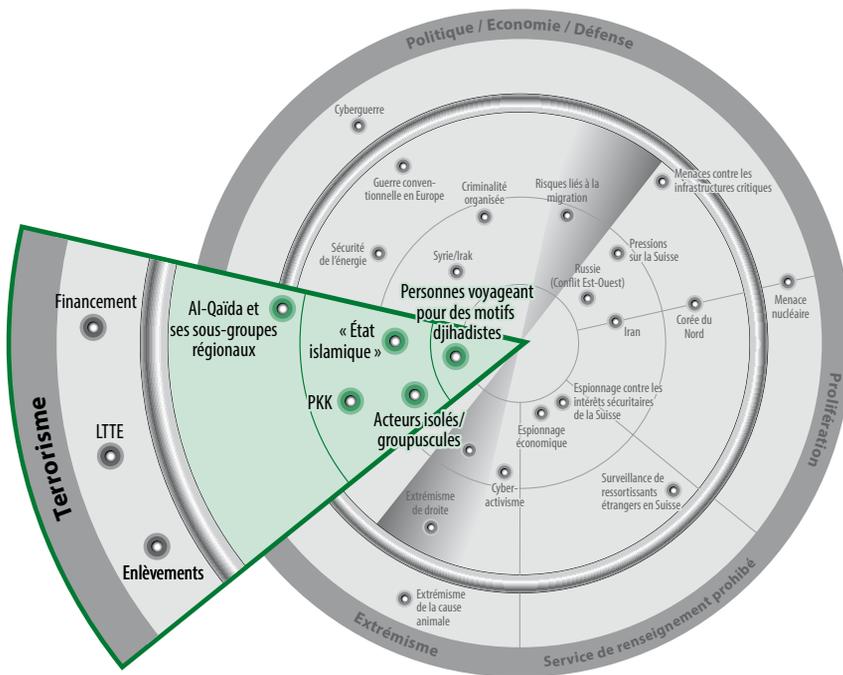
Hormis la disposition mentionnée ayant trait au financement du terrorisme, le CP ne contient pas de norme réprimant explicitement le terrorisme. En revanche, il renferme une série de dispositions qui permettent de poursuivre les actes terroristes perpétrés contre des personnes et des équipements : infractions contre la vie et l'intégrité corporelle (art. 111 ss CP), crimes ou délits contre la liberté (art. 180 ss CP), crimes ou délits créant un danger collectif (art. 221 ss CP), ainsi que d'autres crimes et délits (par ex. art. 258 ss CP ou 265 ss CP). Sont également punissables la tentative, l'instigation et la complicité intervenant dans le cadre de ces actes. Dans la fixation de la peine, il est possible de tenir compte d'un caractère particulièrement répréhensible, par exemple de mobiles terroristes.

S'agissant de la poursuite pénale d'infractions particulièrement graves (entre autres meurtre, assassinat, lésions corporelles graves, séquestration et enlèvement, prise d'otage, incendie intentionnel), qui sont typiquement commises dans le cadre d'actes terroristes, le législateur a par ailleurs fixé le seuil de répression avant le stade de la tentative en introduisant la notion d'acte préparatoire délictueux. Selon cette disposition, se rend coupable d'acte préparatoire délictueux celui qui, suivant un plan, prend des dispositions concrètes d'ordre technique ou organisationnel, dont la nature et l'ampleur indiquent qu'il s'apprête à passer à l'exécution de l'une des infractions graves mentionnées. Sont considérés comme plan plusieurs actes liés qui convergent vers un objectif commun. La complicité et l'instigation à commettre des actes préparatoires délictueux sont également punissables.

Dans ce contexte, le défi pour les autorités est de détecter à temps les actes préparatoires, pour ainsi dire toujours réalisés dans le secret, et d'apporter la preuve de l'intention qui y est liée avant de pouvoir recourir aux instruments de procédure pénale, plus précisément à l'ouverture d'une procédure. Les moyens actuels de recherche d'informations définis par la loi dans le domaine de la sécurité intérieure sont principalement la recherche d'informations de sources publiques, les demandes de renseignement et l'observation dans des lieux publics (FF 2014 2029-2158). De plus, le SRC travaille en étroite collaboration avec les services cantonaux compétents.

L'extrémisme violent et le terrorisme pour motifs religieux et ethno-nationalistes

L'internationalisation du terrorisme pour motifs djihadistes se poursuit et continue aussi à menacer fortement la sécurité des Etats occidentaux. Les affrontements guerriers dans la zone de conflit en Syrie et dans certaines parties de l'Irak polarisent la mouvance djihadiste en raison d'une concurrence pour le rôle de leader. Une menace potentielle émane des personnes qui se rendent dans des zones de conflit pour y soutenir des groupes djihadistes ou se joindre à leurs combattants, et qui reviennent ensuite encore davantage radicalisées dans le pays d'où elles étaient parties. La propagande djihadiste diffusée sur les médias sociaux sous forme de textes et de messages vidéo exerce une forte influence sur cette radicalisation. Bien que la Suisse ne soit pas dans la ligne de mire de groupes djihadistes, elle est menacée en tant que pays faisant partie de l'espace européen. Dans les régions instables du monde, des citoyens suisses peuvent également être victimes occasionnelles d'actes terroristes ou d'enlèvements.



LA SITUATION

L'internationalisation du djihadisme progresse

L'internationalisation du terrorisme djihadiste se poursuit et menace fortement aussi la sécurité des Etats occidentaux. Les actions du groupe « Etat islamique » dans une partie de l'Irak et de la Syrie polarisent la mouvance djihadiste en raison de sa prétention à en prendre la tête. Le noyau dur d'Al-Qaïda se voit mis au défi ; son potentiel direct de menace se ressent principalement au niveau de sa propagande. Les dirigeants du noyau dur d'Al-Qaïda continuent à lancer dans le monde entier des appels à la violence djihadiste. Ils inspirent et encouragent de ce fait de futurs djihadistes.

Il est difficile de cerner la menace qui émane d'acteurs djihadistes isolés et de groupuscules avant que ces derniers commettent un acte terroriste.

- En mai 2014, un homme a tué quatre personnes lors d'un attentat contre le Musée juif de Belgique à Bruxelles. Un suspect a été arrêté quelques jours après. Cet homme de 29 ans, de nationalité française, revenait de Syrie. Il se serait radicalisé pendant sa détention dans une prison en France.

- En octobre 2014, deux attentats ont été commis au Canada en l'espace de quelques jours. A Montréal, un présumé djihadiste a fauché et blessé deux militaires avec sa voiture ; l'auteur supposé a été tué par la police après une course-poursuite. Deux jours après, un homme a ouvert le feu dans le quartier gouvernemental à Ottawa et tué un militaire. L'auteur de cette fusillade a également été tué.
- Toujours en octobre 2014, à New-York (Etats-Unis), un homme motivé par le djihad a attaqué un groupe de policiers et a blessé deux d'entre eux. L'auteur de 32 ans, converti à l'islam, a été abattu par la police immédiatement après avoir commis son acte.
- Le 7 janvier 2015, deux frères français d'origine algérienne ont commis un attentat à Paris contre la rédaction de la revue satirique « Charlie Hebdo » et tué douze personnes. Ils ont également tué un policier lors de leur fuite. Le 9 janvier 2015, ces deux auteurs ont été tués par la gendarmerie. Un des frères avait déclaré auparavant qu'il entretenait des contacts avec AQPA. Cette organisation a elle-même revendiqué l'attentat mais son implication effective n'avait pas été clarifiée à la clôture de rédaction du présent rapport.



Propagande d'AQPA concernant l'attentat contre « Charlie Hebdo »

- Le 8 janvier 2015, un Français d'origine malienne a tué une policière municipale à Montrouge (France). Le 9 janvier 2015, il a pris en otage plusieurs personnes dans un supermarché juif. Quatre otages ont été tués. L'auteur a été abattu le même jour lors de l'assaut du supermarché par la police. Il s'était réclamé de l'« Etat islamique » dans un message vidéo.
- Mi-février 2015, un Danois d'origine palestinienne a perpétré un attentat contre une réunion à Copenhague (Danemark) à laquelle participait un caricaturiste de Mahomet, puis quelques heures après contre une synagogue. Lorsque la police l'a arrêté, il a immédiatement ouvert le feu et a été tué. Ces deux attentats ont causé la mort de deux personnes et fait de nombreux blessés. Trois heures avant de commettre son premier attentat, l'auteur aurait fait serment de fidélité à l'« Etat islamique ».

La problématique des voyageurs qui reviennent au pays, des acteurs isolés et des groupuscules

Il émane une menace potentielle des personnes déjà radicalisées qui se rendent dans des zones de conflit pour soutenir le djihad ou s'enrôler dans les rangs des combattants et qui reviennent ensuite au pays encore plus endoctrinées, voire aguerries au combat. Influencées

sur le plan idéologique et formées au combat, ces personnes peuvent, une fois revenues au pays, servir d'exemples à d'autres djihadistes potentiels ou commettre des attentats en Europe. L'influence que ces personnes exercent dans leur pays sur le processus de radicalisation en faisant part et en publiant leurs expériences ne doit pas être sous-estimée. Depuis 2011, plusieurs milliers de personnes sont parties depuis l'Europe vers les zones du djihad en Syrie et en Irak. Mais d'autres régions de conflits continuent aussi à attirer de tels voyageurs potentiels, par exemple la Somalie et dans une moindre mesure le Mali. Une intervention de la police auprès de personnes qui sont déterminées à mourir ou prêtes à accepter la mort pour leurs actes est plus difficile qu'une intervention auprès de personnes voulant survivre.

Le Ministère public de la Confédération a ouvert une enquête pénale contre trois Irakiens pour soutien à l'organisation criminelle « Etat islamique », mise en danger avec des explosifs et gaz toxiques à des fins criminelles, activités de préparation d'actes répréhensibles, pornographie interdite et encouragement à l'entrée, à la sortie et au séjour illégal en Suisse. Ces trois personnes, actuellement en détention préventive, sont concrètement soupçonnées d'avoir planifié un attentat terroriste. A la clôture du présent rapport, aucune donnée n'était toutefois disponible sur le lieu et la cible éventuels d'un tel attentat.

Vidéo de propagande du Front al-Nosra : le combattant Majd Najjar, ancien lycéen de Bienne, également connu comme cheik Abou al-Walid al-Shami (Syrie, avril 2014)



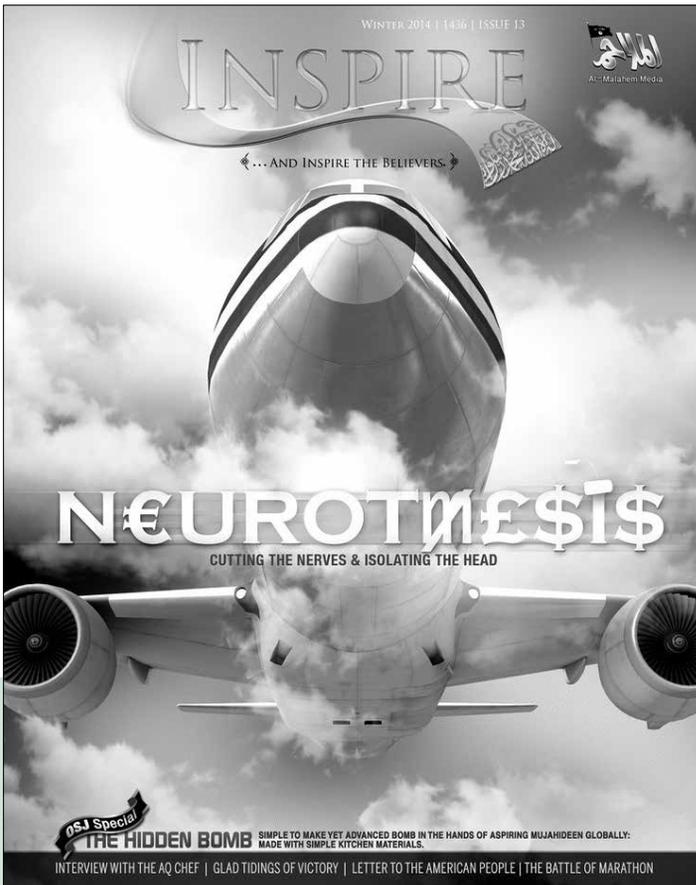
Les groupes kurdes restent actifs

La zone d’opération du groupe « Etat islamique » inclut aussi des territoires peuplés de Kurdes. En automne 2014, lors des attaques perpétrées contre la ville de Kobané au nord de la Syrie, où vit une population en majorité formée de Kurdes, un grand nombre de manifestations de protestation ont été organisées par la diaspora kurde dans plusieurs pays européens. Le PKK, élément moteur de ces actions, a donné comme mot d’ordre de protester contre les procédés de l’« Etat islamique » et – malgré le processus de paix en cours – contre la Turquie, que les organisations kurdes ne considèrent pas seulement comme passive dans la lutte contre l’« Etat islamique », mais qu’elles accusent aussi de soutenir ce groupe. Des affrontements violents se sont aussi à diverses reprises produits en Europe entre groupes kurdes et islamistes, un potentiel également présent en Suisse.

Le développement du processus de paix avec la Turquie influe également de manière déterminante sur les activités du PKK. Si ce processus piétine, voire risque d’être interrompu, des attentats pourraient en résulter, notamment contre des installations officielles turques en Europe occidentale.

Moins d’activités de la communauté tamoule

Les Tigres de libération de l’Eelam tamoul (Liberation Tigers of Tamil Eelam, LTTE) ne se manifestent presque plus dans la diaspora tamoule et seul un très petit nombre d’activités de cette organisation ont été relevées. Le souhait d’un Etat indépendant est toujours très vif dans cette communauté, mais aujourd’hui ce thème n’est plus vraiment débattu en public.



La plus récente édition d’« Inspire », la revue d’AQPA

Détérioration de la situation sécuritaire dans une partie de l'Afrique

Dans divers pays d'Afrique du Nord, la situation sécuritaire s'est détériorée et demeure instable. Au Sahel et dans les pays du Maghreb, des groupes djihadistes se sont rapprochés les uns des autres et ont conclu de nouvelles alliances. En Algérie, par exemple, AQMI est mise sous pression par les forces de sécurité étatiques et s'emploie à créer des liens avec des groupes en Tunisie et en Libye. Les négociations qui visent à stabiliser la situation au nord du Mali traversent régulièrement des phases de stagnation ; dans ce pays aussi, la situation sécuritaire reste fragile. En République centrafricaine, des affrontements violents entre communautés tribales et des heurts entre groupes armés ne permettent que difficilement d'assurer la sécurité. Au Nigéria et au Cameroun, et récemment aussi dans les territoires du Tchad et du Niger proches du Nigéria, le groupe Boko Haram commet des attentats et procède à des enlèvements. En Somalie et au Kenya, c'est la branche régionale d'Al-Qaïda, Al-Shabaab, qui est active. Un risque accru d'être victime d'enlèvements ou d'attentats existe toujours dans une grande partie de ces pays. En Egypte, l'organisation islamiste Ansar Beit al-Maqdis s'est déclarée comme faisant partie de l'« Etat islamique », ce qui souligne la tendance à l'internationalisation de ce groupe.

Propagande et enlèvements dans la péninsule arabique

Dans la péninsule arabique, AQPA, en plus des attentats qu'elle commet essentiellement contre des cibles yéménites et des enlèvements d'étrangers, se manifeste aussi par une forte propagande. Cette dernière vise à motiver des individus isolés à entreprendre des activités terroristes dans leur pays d'origine ou de résidence et donne des instructions pratiques à cet effet. Malgré la pression exercée sur AQPA au Yémen, ce groupe a réussi à compenser ses pertes et à repourvoir des postes de dirigeants.

Les médias sociaux en tant que vecteurs

Les réseaux sociaux tels que Facebook et YouTube ainsi que les services de messagerie comme WhatsApp jouent un rôle de plus en plus important au niveau de la diffusion de la propagande djihadiste. La propagande de l'« Etat islamique », par exemple, y est à la fois très présente en quantité et en qualité. La diffusion de messages vidéo, d'images et de textes sur les réseaux se fait en partie en plusieurs langues. Par ailleurs, dans le contexte du conflit en Syrie, la représentation de la violence dans les produits de propagande a atteint des proportions considérables.

Propagande diffusée sur Internet par des internautes en Suisse



Ce sont principalement des jeunes psychologiquement instables, sans orientation et avec des perspectives d'avenir insatisfaisantes qui sont sensibles à cette propagande et qui se laissent influencer par des acteurs isolés ou groupes djihadistes. L'intérêt que manifestent ces jeunes internautes – principalement de jeunes hommes – entraîne souvent leur rapide radicalisation. Une mesure importante de la prévention et de la lutte contre le terrorisme réside de ce fait dans l'observation (monitoring) de sites Internet djihadistes.

Dans le cadre de ce monitoring du djihadisme, plus de 200 internautes ont à ce jour été identifiés après avoir attiré l'attention en diffusant en Suisse ou à partir de notre pays du matériel prônant l'idéologie djihadiste ou en se connectant avec des personnes en Suisse ou à l'étranger qui défendent les mêmes idées. En décembre 2013, les activités dans le cadre du monitoring du djihadisme ont pour la première fois abouti à une condamnation : un Kosovar âgé de 24 ans, domicilié en Suisse, a été reconnu coupable et condamné à une peine

pécuniaire, entre autres, pour avoir publiquement appelé sur Internet à commettre des actes délictueux ou à faire usage de violence et pour ses déclarations racistes.



Propagande diffusée sur Internet par des internautes en Suisse

L'APPRÉCIATION

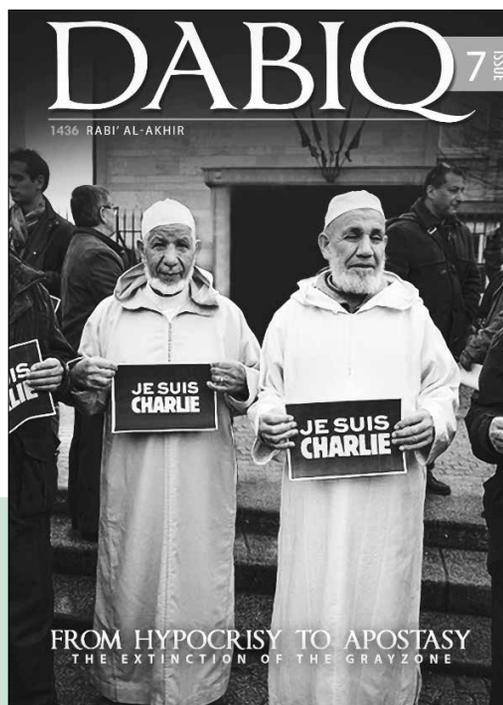
L'« Etat islamique » et le noyau dur d'Al-Qaïda

En septembre 2014, près de 30 Etats se sont accordés sur une stratégie globale pour lutter contre l'« Etat islamique ». L'anéantissement militaire de ce groupe en 2015 paraît toutefois peu probable. Les frappes aériennes sous conduite des Etats-Unis peuvent certes affaiblir ce groupe, mais pour le démanteler durablement, des formations terrestres devraient (re)conquérir les territoires qu'il occupe et en assurer le contrôle.

L'instabilité politique dans divers pays d'Afrique ouvre de nouvelles perspectives aux groupes djihadistes, entre autres la possibilité d'occuper de nouveaux espaces de repli sous faible contrôle étatique, d'augmenter leurs sympathisants et les personnes qui les soutiennent, de recruter des combattants ou d'instrumentaliser des événements pour leur propagande. La situation de concurrence entre le noyau dur d'Al-Qaïda et l'« Etat islamique » pour le rôle de leader de la mouvance djihadiste internationale accroît aussi la menace terroriste pour la Suisse. Des attentats en Occident, avec un fort impact sur le public, pourraient être considérés par les sympathisants ou les membres de ces deux organisations comme moyen approprié pour se profiler. C'est ainsi que les auteurs de l'attentat contre la revue française « Charlie Hebdo », en janvier 2015, ont déclaré avoir des liens avec AQPA, qui a revendiqué cet acte.

La menace principale émane de djihadistes qui reviennent au pays, d'acteurs isolés et de groupuscules

Les personnes qui reviennent de zones du djihad dans leur pays de résidence peuvent représenter une menace. Lorsque ces personnes ont été endoctrinées pendant leur séjour dans une région de conflit et y ont éventuellement acquis de l'expérience au combat, le risque qu'elles commettent des attentats en Europe ou qu'elles servent d'exemples à de potentiels djihadistes s'accroît. Dans la zone de danger européenne, la Suisse n'est pas épargnée. Comme l'a montré l'attentat contre le Musée juif de Belgique à Bruxelles, la nationalité d'un auteur ou le pays où il séjourne ne sont pas nécessairement identiques avec le pays où se trouve la cible de son attentat. Du fait de la libre circulation dans l'espace Schengen, des personnes enclines à la violence provenant de tous les Etats faisant partie de cet espace représentent également un risque potentiel pour la Suisse lorsqu'elles reviennent au pays.



La plus récente édition de « Dabiq », la revue de l'« Etat islamique »

La menace principale d'attentats motivés par le djihad émane d'acteurs isolés et de groupuscules. Bien qu'il n'y ait pour l'instant aucun indice concret de planification d'attentats en Suisse, des actes de violence perpétrés de façon autonome et spontanée par des acteurs isolés peuvent également se produire dans notre pays. Dans la propagande de l'« Etat islamique », la Suisse est parfois nommée en même temps que ses pays voisins ; à ce jour, un seul appel a été lancé pour que des attentats soient aussi commis dans notre pays.

Les djihadistes restent actifs en Afrique

La situation politique dans les pays du Printemps arabe en Afrique du Nord et au Sahel reste instable. En raison du vide que cela crée au niveau de la conduite de l'Etat, la situation sécuritaire dans ces pays est précaire. Les branches d'Al-Qaïda et les fractions qui y sont liées n'ont quasiment rien perdu de leur mobilité et restent actives. Même si les actes de violence de certains groupes sont dirigés systématiquement contre les forces de sécurité, le risque d'attentats contre des touristes et d'enlèvements de citoyens d'Etats occidentaux y reste élevé.

Plusieurs Etats africains fragilisés par une situation d'insécurité

Dans plusieurs Etats africains, les attentats terroristes de groupes djihadistes et les combats entre organisations armées ennemies entraînent une fragilisation des structures. Dans des Etats tels que la Libye, le Mali, le Niger, le Tchad, le Nigéria, le Soudan ou la République centrafricaine, il y a un risque que des groupes djihadistes utilisent cette situation d'insécurité

et d'instabilité à leur profit et qu'ils étendent leur rayon d'action. Les troupes internationales présentes dans la région, dont des contingents d'Etats occidentaux, ne peuvent pas contribuer à une stabilisation durable de la situation. De plus, leur présence augmente le danger que des citoyens d'Etats occidentaux soient victimes d'attentats terroristes ou d'enlèvements. Des changements répétés au niveau des positions clés dans le domaine politique contribuent également à créer de l'insécurité dans ces pays.

La péninsule arabique

Les publications d'AQPA montrent que ce groupe vise toujours à attaquer des cibles occidentales et à recruter de nouveaux adeptes. Cette organisation a toujours l'intention et est potentiellement capable de commettre des attentats contre des intérêts occidentaux tant au Yémen qu'à l'extérieur de ce pays. AQPA parvient aussi à compenser les pertes subies au niveau de ses dirigeants de haut rang. Pour les étrangers, le risque d'enlèvements au Yémen reste très élevé.

Le PKK se considère comme représentant des intérêts kurdes

Les événements en relation avec les opérations de l'« Etat islamique » se répercutent aussi sur le processus de paix entre les Kurdes et la Turquie. Le PKK se considère comme le représentant principal de la cause kurde et mobilise de manière ciblée ses membres en Europe et en Turquie pour défendre ses intérêts. En Suisse, les activités du PKK se limitent à de la propagande et à des manifestations, qui se déroulent généralement dans le calme. Des collectes de

A droite : compte Twitter d'un partisan de l'« Etat islamique »

fonds – en partie sous pression – sont également organisées en faveur du PKK. En cas de détérioration de la situation dans les territoires kurdes, des affrontements violents pourraient toutefois aussi se produire en Suisse, en particulier si des islamistes et des manifestants kurdes se rencontrent. En outre, les organisations kurdes sont toujours à même de mobiliser rapidement leurs sympathisants dans toute l'Europe, comme cela a été le cas lors de l'arrestation du chef de file kurde Abdullah Öcalan. Le PKK est toujours à considérer comme un groupe extrémiste violent et terroriste, dont le potentiel de violence ne s'est pas amenuisé.

Pas d'indice relatif à un mouvement tamoul violent

Il n'y a aucun indice concret permettant de conclure qu'un mouvement séparatiste tamoul violent soit en cours de restructuration. L'évolution de la situation au Sri Lanka, où manque toujours une base de confiance stable entre les Singhalais et les Tamouls et où la minorité tamoule est exposée à des répressions, influence cependant fortement la diaspora tamoule. On ne peut déterminer pour l'instant les conséquences qu'aura pour les Tamouls la non-réélection du président Rajapakse, qui était parvenu à éliminer les LTTE au Sri Lanka en 2009, et l'élection du président Sirisena.



LES PERSPECTIVES

La menace reste élevée

Il faut partir du principe qu'à long terme, le noyau dur d'Al-Qaïda et le groupe « Etat islamique » resteront parmi les acteurs les plus influents de la mouvance djihadiste, même si certaines tendances de scission et de fragmentation apparaissent dans ces deux organisations.

Le conflit en Syrie et l'influence du groupe « Etat islamique » continueront à marquer la situation sécuritaire dans la région et en Europe. Ce conflit a le potentiel de radicaliser à l'avenir aussi des sympathisants et des personnes pour qu'elles soutiennent le djihad. Les images et les récits d'activités dans des zones du djihad pourraient par ailleurs entraîner une plus large acceptation de la préconisation de la violence et motiver en particulier des acteurs isolés ou des groupuscules à commettre des actes violents. L'importance des réseaux sociaux pour la diffusion de la propagande djihadiste devrait encore

s'accroître. L'influence que des messages diffusés de manière virale sur Internet exercent sur la radicalisation d'individus isolés est en effet élevée.

A moyen terme, il existe un danger que des personnes revenant au pays après avoir séjourné dans des zones du djihad se réunissent en groupuscules. Ces derniers pourraient donner lieu à la formation de nouveaux réseaux djihadistes. Des combattants non européens pourraient également essayer d'entrer en Europe par des voies légales ou illégales.

Des attentats d'acteurs isolés radicalisés ou de groupuscules (par exemple actes de violence de personnes de retour au pays après avoir séjourné dans des zones du djihad) constituent à l'avenir aussi la principale menace terroriste pour l'Occident et, par conséquent, pour la Suisse. La préparation de tels actes ne peut que difficilement être détectée et une protec-



Propagande diffusée sur Internet par des internautes en Suisse

tion globale des personnes et des installations est difficile à assurer dans une société libre et démocratique. Ce sont en particulier des intérêts étrangers en Suisse (par exemple des ambassades), des organisations internationales implantées dans notre pays ou des installations et personnes d'origine juive qui peuvent, de cas en cas ou de façon permanente, être exposés à une menace accrue de la part de groupes terroristes ou extrémistes violents.

Risque élevé d'enlèvements

Il n'est pas réaliste de s'attendre à une solution rapide des défis sociaux, économiques, ethniques et régionaux que doivent relever de nombreux pays en Afrique du Nord et en Afrique centrale. Même si les otages originaires d'Etats occidentaux en main de ravisseurs terroristes ne sont actuellement que très peu nombreux depuis qu'un otage suisse aux Philippines a réussi à échapper à ses ravisseurs après une longue détention, il n'en demeure pas moins que le risque pour les ressortissants de pays occidentaux de devenir la cible occasionnelle d'enlèvements reste très élevé dans certaines de ces régions, de même que dans les zones de conflit en Syrie et en Irak. A ce sujet, les recommandations et les conseils aux voyageurs publiés par le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) sont particulièrement importants : dans tous les cas de citoyens suisses enlevés pour des motifs politiques ou terroristes depuis 2009, le DFAE avait déconseillé aux voyageurs de se rendre dans les pays concernés ou dans certaines régions spécifiques de ces pays.

Les activités de groupes kurdes se poursuivent

Les activités de la diaspora kurde et du PKK continueront à s'orienter sur les événements dans les territoires kurdes, les actions de l'« Etat islamique » et en particulier aussi sur l'évolution du processus de paix avec la Turquie. Des actions et manifestations violentes sont peu probables en Suisse mais restent néanmoins possibles à tout moment. Le potentiel de violence du PKK ne s'est pas amenuisé. Ces deux éléments soulignent le dilemme auquel se voient confrontés les Etats occidentaux lorsqu'ils doivent, dans leur lutte contre l'« Etat islamique », soutenir des groupes qui sont liés au PKK.

Les conseils aux voyageurs du DFAE

Les conseils aux voyageurs du DFAE couvrent 176 pays. Ils sont publiés sur le site Internet du DFAE et consultés plus de deux millions de fois par année. Ces conseils sont aussi disponibles sur l'application Smartphone « itinervis », qui permet également de saisir des itinéraires de voyage. Le DFAE publie sur Twitter des conseils généraux aux voyageurs et les informations les plus importantes sur l'actualisation de ces conseils.

Les conseils aux voyageurs fournissent une très large appréciation de la situation relative à la sécurité, notamment dans les domaines de la politique et de la criminalité.

- Les voyageurs étant parfois confrontés à une multitude d'informations contradictoires qu'ils ne peuvent que difficilement évaluer, les conseils du DFAE peuvent les aider à choisir une destination de vacances.
- Le DFAE étant en contact étroit avec l'étranger grâce à ses ambassades et ses consulats, et qu'il intègre aussi des informations d'autres services fédéraux, par exemple celles du Service de renseignement, il est en mesure de procéder à une appréciation objective de la situation pour ses conseils aux voyageurs.
- Le DFAE ne défendant pas d'intérêts financiers, la branche du voyage et la population le considèrent comme indépendant et digne de confiance.

Les conseils aux voyageurs recommandent des mesures de précaution en vue de minimiser les risques,

- parce que le DFAE a reçu du Conseil fédéral le mandat d'attirer l'attention sur d'éventuels risques lors de voyages à l'étranger;
- parce que le DFAE souhaite que les vacances de rêve ne se transforment pas en cauchemar et
- parce que les risques ne peuvent être évités que s'ils sont connus.

Dans les cas extrêmes, le DFAE recommande de renoncer à entreprendre un voyage dans une région ou pays déterminés,

- lorsqu'il estime qu'en raison d'une situation de danger particulier, un tel voyage comporte des risques importants et
- parce que le DFAE n'a souvent qu'un accès limité, voire inexistant, à des régions en crise et qu'il ne peut de ce fait pas ou que très partiellement y soutenir ses concitoyennes et concitoyens. ■

Sites sur Internet :

www.dfae.admin.ch/voyages

www.eda.admin.ch/reisehinweise

www.dfae.admin.ch/viaggi

www.twitter.com/travel_edadfae

www.itineris.eda.admin.ch

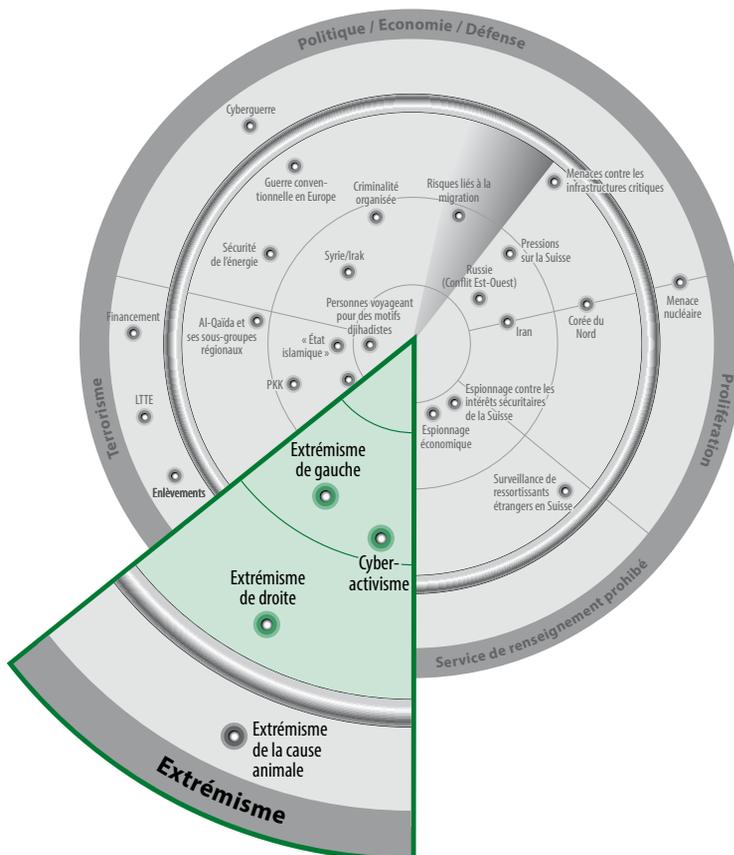
**Smartphone-App pour Android
et iPhone :**

itineris



L'extrémisme de droite, de gauche et de la cause animale

Un potentiel considérable de violence est toujours présent dans les milieux d'extrême droite et d'extrême gauche, même s'il ne met pas l'Etat en danger et que la situation s'est calmée au cours des dernières années. Les extrémistes de droite observent toujours de la retenue à se manifester en public et les actes de violence qu'ils commettent le sont sans stratégie apparente. L'intensité des actes de violence des milieux d'extrême gauche a diminué. Dans le cadre de manifestations, ils font cependant preuve d'une agressivité considérable, en particulier contre des personnes.



LA SITUATION

La situation est toujours calme

En 2014, le SRC a reçu 19 annonces d'incidents dans le domaine de l'extrémisme violent de droite et 218 dans celui de l'extrémisme violent de gauche. De simples barbouillages ne sont pas pris en compte dans ces chiffres. Le nombre d'événements liés à l'extrême droite a ainsi diminué de moitié et augmenté de près de 5 % dans le domaine de l'extrémisme de gauche. Ces pourcentages n'étant basés que sur des chiffres relativement modestes, les fluctuations d'une année à l'autre ne sont pas très significatives. Cependant, dans le domaine de l'extrémisme de droite, les chiffres relevés sont en baisse depuis 2009, et tendanciellement aussi depuis 2010 dans le domaine de l'extrémisme de gauche. Depuis des années, les données relevées concernant l'extrême droite sont d'un niveau bas, et – comparativement – d'un niveau assez élevé en ce qui concerne l'extrême gauche.

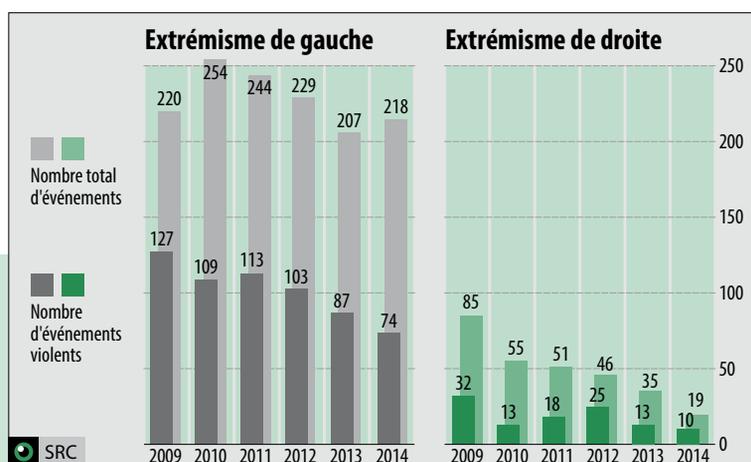
Parmi les événements connus du SRC, les incidents accompagnés de violence étaient liés dans près de 50 % des cas à l'extrême droite et dans près de 34 % des cas à l'extrême gauche. En 2014, la violence de ces deux milieux s'est manifestée sous diverses formes allant d'attaques à la peinture et d'incendies à l'aide de dispositifs explosifs ou incendiaires non conventionnels (DEINC) aux agressions physiques contre des

personnes. Lorsque la violence physique entre en jeu, cela se produit habituellement lors d'affrontements avec la police (notamment dans le cas de l'extrémisme de gauche) ou de bagarres. Des affrontements violents doivent aussi être attendus lorsque des extrémistes de ces deux milieux se rencontrent. La police tient compte de cette éventualité avec le dispositif qu'elle met en place lors d'événements connus organisés par l'un ou l'autre de ces groupes.

L'extrémisme de droite

Les milieux d'extrême droite continuent à faire preuve de retenue et leurs actes de violence ne permettent pas de conclure au suivi d'une stratégie, à l'exception peut-être d'un DEINC placé fin mai devant le centre de transit pour requérants d'asile à Thoune BE. Divers barbouillages laissent présumer que les auteurs de cet acte font partie de l'extrême droite. L'incendie a été déclenché un jour avant l'arrivée des requérants d'asile dans ce centre. En règle générale, les attaques d'extrémistes de droite contre des installations du domaine de l'asile sont rares. Mais la xénophobie et le racisme font toujours partie des caractéristiques de l'extrémisme de droite, une attitude qui ne se manifeste pas seulement lors d'infractions aux normes pénales de discrimination raciale (art.

261^{bis} CP), de barbouillages ou de slogans sur des banderoles, mais aussi lors d'attaques contre des personnes. Les pro-



Les événements motivés par l'extrémisme de droite ou de gauche annoncés au SRC depuis 2009 (sans les barbouillages)

vocations, les incivilités ou les attaques physiques de ces extrémistes – en général sous l'emprise de l'alcool – sont également dirigées contre des extrémistes de gauche ou des personnes considérées comme faisant partie de ces milieux. De graves blessures peuvent résulter de ces actes, comme l'a montré en janvier 2014 l'attaque d'une personne par plusieurs extrémistes de droite pendant le carnaval du village de Schübelbach SZ. La police n'a pas toujours connaissance de la totalité des incidents liés à l'extrême droite ; les actes qui se déroulent sans blessures graves ne donnent en effet pas tous lieu à des plaintes, et souvent la police en est de fait plutôt informée par hasard.

Des groupes de l'extrême droite organisent sporadiquement des concerts et des fêtes pour commémorer des dates historiques. Dans ces cas aussi, ils ne cherchent pas à se faire remarquer et gardent, dans la mesure du possible, leurs distances face au public. La Fête nationale et les dates de commémoration des batailles de Sempach et de Morgarten, par exemple, ont été l'occasion de petits rassemblements : le 2 août 2014, une trentaine d'extrémistes de droite se sont réunis sur la prairie du Grütli et le 5 juillet 2014, environ 80 extrémistes de droite ont organisé une fête-barbecue et un concert en souvenir de la bataille de Sempach LU. Un nombre analogue d'extrémistes de droite se sont rassemblés au crépuscule du 22 novembre 2014 pour une marche aux flambeaux au monument de la bataille de Morgarten, à Oberägeri ZG. Ces milieux organisent également quelques concerts de skinheads, en évitant le plus longtemps possible d'en dévoiler l'heure et le

lieu ; les locaux pour ces concerts sont loués sous de fausses indications ou mis à disposition par des personnes qui font partie de ces milieux ou qui en sont proches. L'exception la plus récente à leur retenue de se manifester en public a été une action de protestation organisée à Soleure à la mi-février 2014 : préparée en secret, cette manifestation a mobilisé environ 80 participants masqués, qui se sont toutefois dispersés après quinze minutes.

Ont aussi été constatés quelques cas isolés de maniement d'armes et d'entraînement au combat d'extrémistes de droite. Le fait que des membres de l'extrême droite soient en partie armés et qu'ils puissent, le cas échéant, utiliser ces armes est toujours d'actualité. Des armes à feu sont collectionnées, achetées ou vendues et font peut-être aussi l'objet d'une contrebande transfrontalière. En raison du matériel découvert lors de perquisitions – en règle générale des trouvailles fortuites –, il faut partir du principe que ces milieux disposent d'arsenaux assez importants d'armes en état de fonctionner.

L'extrémisme de gauche

Les attaques à l'aide de DEINC, les incendies et les déprédations causées à des véhicules par des acteurs de l'extrême gauche ont été peu nombreux. Excepté une attaque à l'acide butyrique contre l'Office des migrations du canton de Zurich, en juin 2014, les délits importants commis par ces milieux, tels que l'utilisation de



Quelques membres du groupe Combat 18 France lié à Blood & Honour, dont des citoyens suisses

DEINC ou des incendies, sont de fait devenus assez rares. Il en va de même pour les attaques physiques, même si le potentiel d'agressivité lors de manifestations reste élevé, en particulier à l'égard des forces de sécurité. Actuellement, les milieux d'extrême gauche préfèrent s'en tenir à des attaques à la peinture ou à des actions avec des banderoles. Parfois, ils utilisent aussi des moyens pyrotechniques en vente libre.

Ces milieux continuent à se concentrer sur leurs thèmes favoris mais profitent souvent de manifestations qu'ils n'ont pas organisées eux-mêmes pour les propager. Ces thèmes – avec quelques priorités régionales – font régulièrement l'objet de nouvelles combinaisons. Les extrémistes de gauche, avec leurs actions « Reclaim the Streets », se sont par exemple engagés pour plus d'espaces libres en combinant cette revendication avec leur lutte contre la « répression ». Ils ont aussi associé à leurs protestations contre la « répression » des critiques contre le « racisme » et le « nationalisme », thèmes qui sont aussi liés à la « migration » et à l'« anti-fascisme ». L'extrême gauche considère l'anti-fascisme comme le fondement de la lutte non seulement contre l'extrême droite mais aussi tout simplement contre le système capitaliste. A l'occasion de leurs manifestations contre les « renvois forcés », ils ont aussi thématiqué des sujets ayant trait à la « migration » et à la « répression ».

Certains événements ont donné lieu à des manifestations de protestation et à des attaques, par exemple des votations populaires, les actes de guerre à Kobané (Syrie) et dans la Bande

de Gaza (territoires autonomes palestiniens), l'élection de Miss Suisse à Berne et un discours du président de la Fifa à l'Université de Zurich, mais aussi des procès contre des membres de ces milieux.

Le Forum économique mondial (World Economic Forum, WEF), à Davos GR, reste une cible des extrémistes de gauche. Il a toutefois perdu une partie de son intérêt pour ces milieux en raison, entre autres, de l'affaiblissement du mouvement antiglobalisation. Il n'en demeure pas moins qu'en plus d'autres actions violentes en lien avec le WEF, deux attaques à l'aide de DEINC ont été perpétrées le 21 janvier 2015 contre une entreprise du domaine de l'armement et une entreprise du domaine des techniques de sécurité. Les extrémistes de gauche ont également pris comme cible le Conseil ministériel de l'OSCE, qui a eu lieu à Bâle début décembre 2014. Des débordements se sont produits à la fin de la manifestation qui avait été autorisée le dernier jour de cette rencontre. C'est grâce au dispositif massif de sécurité mis en place que le Conseil ministériel de l'OSCE a pu se dérouler sans être perturbé. A Zurich, c'est l'évacuation de l'aire Labitzke qui a donné lieu pendant les mois d'été 2014 à des protestations et à diverses actions. Alors que l'« impérialisme » et la « répression » étaient en tête des critiques lors du Conseil ministériel de l'OSCE, c'est pour plus d'« espaces libres » que les activistes de gauche ont manifesté contre la fermeture de l'aire Labitzke. Exactement une semaine après la manifestation contre l'OSCE à Bâle, une action « Reclaim the Streets » à Zurich, or-



ganisée probablement par les milieux zurichois d'extrême gauche et pour laquelle un appel à la mobilisation avait été lancé peu de temps avant en secret par SMS, a été accompagnée de barbouillages, de pillages et d'incendies de véhicules et de conteneurs. Lors de cette action, des policiers ont été attaqués avec des pointeurs laser, des pierres, des pétards, des flambeaux et des bouteilles. Sept policiers ont été blessés et deux ont par chance pu se sauver sans être touchés après qu'un manifestant eut lancé une torche en feu dans un véhicule de patrouille.

Les attaques et les protestations de l'extrême gauche violente ont eu pour cibles des postes de police, des prisons, des succursales de banques ou des consulats, par exemple le consulat d'Espagne à Zurich pour une action autour du thème de la migration. La Reitschule à Berne reste un point de départ pour des actions violentes dans la capitale fédérale.

Connexions internationales

Les deux groupes internationaux de skinheads, Blood & Honour et Hammerskins, sont toujours actifs. Les membres des sous-groupes suisses se rendent dans divers pays européens pour y rencontrer leurs contacts. Il en va de même pour des événements tels que des concerts de skinheads : des extrémistes de droite suisses y participent non seulement dans nos pays voisins, mais dans toute l'Europe. Ils sont parfois

invités comme orateurs lors de manifestations organisées par des groupes d'extrême droite à l'étranger. Mais ces contacts restent personnels, et l'on constate très peu de structures allant au-delà de relations individuelles. Au niveau transfrontalier, il existe en Suisse romande et en France un groupe du nom de Combat 18 France, dont le processus de formation a toutefois été freiné en raison des peines d'emprisonnement que purgent actuellement certains de ses membres. Le fait qu'un petit nombre d'extrémistes de droite allemands sont venus s'installer en Suisse au cours de ces dernières années est un constat qui est toujours d'actualité. Il ne s'est toutefois pas avéré jusqu'à présent que ce choix soit lié à leur attitude extrémiste violente ou que des structures de l'extrême droite allemande aient été transférées en Suisse.

La collaboration internationale entre les milieux d'extrême gauche est plus structurée. Le Secours Rouge International (SRI) dispose de deux secrétariats généraux, l'un en Belgique, l'autre en Suisse. La Reconstruction révolutionnaire de Zurich (Revolutionärer Aufbau Zürich, RAZ) doit, dans ce cas, être considérée comme élément moteur ; elle s'engage notamment en faveur d'activistes grecs et italiens. En outre, des liens personnels sont maintenus avec des militants en Italie et aussi avec la Fédération anarchiste informelle (Federazione Anarchica Informale). C'est ce groupe qui a revendiqué

A gauche :
DEINC saisis dans le canton
de Zurich en janvier 2015

A droite :
attaque à la peinture à Bâle
en décembre 2014



les derniers attentats importants en Suisse et contre des intérêts suisses à l'étranger. Les résultats obtenus par les autorités italiennes de poursuite pénale ont réussi à affaiblir ce groupe, du moins en partie. L'anarchiste et activiste écologiste violent Marco Camenisch, qui purge en Suisse une peine d'emprisonnement pour meurtre jusqu'en 2018, reste une personne de référence pour les milieux d'extrême gauche dans notre pays et à l'étranger. Des extrémistes de gauche suisses continuent aussi à lutter contre la construction de la ligne ferroviaire à grande vitesse entre Turin (Italie) et Lyon (France) via le Val de Suse (NO TAV) et contre le projet de construction d'un aéroport à Notre-Dame-des-Landes, en France. Des liens existent également entre des extrémistes suisses de la cause animale prêts à faire usage de violence, des extrémistes de gauche suisses et des activistes anarchistes à l'étranger, en particulier en Italie du Nord. Les protestations des milieux d'extrême gauche autour du thème de « Kobané » (la ville syrienne située à proximité de la frontière turque et défendue par les Kurdes) ont de plus montré que des liens existent toujours avec des groupes d'extrême gauche de Turquie et avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et que leurs membres, selon la situation, peuvent organiser des actions en commun.



L'extrémisme de la cause animale

Des miradors de chasse détruits ou des attaques à la peinture ont démontré que la disposition d'auteurs inconnus à commettre des actions illégales au nom du Front de libération des animaux (Animal Liberation Front, ALF) pour s'opposer à la chasse et pour lutter contre l'utilisation d'animaux ainsi qu'en faveur de leur libération est toujours intacte. De tels actes sont rares en Suisse, mais ils sont observés dans tous les domaines où les animaux sont utilisés pour l'alimentation ou des vêtements, pour la recherche ou des spectacles. A côté de ce contexte général, les actions menées par les extrémistes de la cause animale sont souvent liées à des campagnes spécifiques. Ces dernières visent des buts précis et adoptent des procédés aussi efficaces que possible : c'est ainsi que dans le cadre de la campagne « air souffrance » (Gateway to Hell), des compagnies aériennes sont attaquées dans le monde entier pour lutter contre la vivisection. Les compagnies ciblées sont accusées d'organiser le transport d'animaux d'élevages pour des laboratoires. Dans la mesure où les actions menées lors de ces campagnes permettent d'en identifier les auteurs, elles restent en général dans un cadre légal, alors que les actes illégaux d'auteurs inconnus sont commis, le plus souvent, au nom de l'ALF. Des personnes prêtes à faire usage de violence des milieux suisses de l'extrémisme de la cause animale participent également à des actions orchestrées par les milieux d'extrême gauche enclins à la violence et entretiennent des contacts avec les dirigeants de ces milieux.

Matériel utilisé pour l'attaque à la peinture à Bâle en décembre 2014

L'APPRÉCIATION

L'extrémisme de droite

Les milieux d'extrême droite restent centrés sur eux-mêmes. Les thèmes qu'ils abordent, malgré quelques points d'ancrage, ne rencontrent pas d'écho dans le public. Leurs tentatives de s'insérer dans la politique institutionnalisée se sont enlisées il y a quelques années déjà. Dans la société et dans le monde économique, les opinions d'extrême droite se heurtent en grande partie à des réactions de rejet. Des événements pour lesquels ces milieux sont tributaires d'un appui logistique extérieur ne peuvent être organisés qu'en secret et se dérouler de manière camouflée, et un plan alternatif doit toujours être prévu. Ces contraintes influent sur leur comportement ; si des extrémistes de droite sont reconnus comme tels, des conséquences personnelles allant jusqu'à la perte de leur emploi ou de leur place d'apprentissage peuvent en résulter. Ils prennent donc en compte cette possibilité en agissant dans la clandestinité, en ne cherchant presque pas à attirer l'attention du public et en s'organisant sur Internet via les médias sociaux et essentiellement en cercles fermés. Leurs vues sur le monde englobent des fantasmes de puissance et de domination et des peurs de destruction de leur cadre de vie, mais ils ne parviennent pas à définir de stratégies globales à partir de ces éléments, comme le montre le recul du nombre de leurs actions. Mais simultanément, la situation montre aussi que les extrémistes de droite restent actifs et qu'ils disposent d'un potentiel considérable de violence.

C'est principalement sous l'emprise de l'alcool à l'occasion de sorties que des actions violentes peuvent se produire.

L'extrémisme de gauche

Le succès des poursuites pénales au cours des dernières années et la propension généralement plus faible en Suisse – comparée à beaucoup de pays européens – à faire usage de violence lors d'altercations politiques pourraient avoir contribué au calme actuel dans le domaine de l'extrémisme de gauche. La Reconstruction révolutionnaire suisse (Revolutionärer Aufbau Schweiz), en particulier sa section zurichoise, la RAZ, restent les groupes qui donnent l'impulsion dans ces milieux. Un des secrétariats généraux du SRI étant dirigé par la RAZ, les milieux violents de l'extrême gauche suisse se trouvent associés aux développements intervenant notamment dans les pays européens. Marco Camenisch, quant à lui, reste aussi un

Propagande de la Reconstruction révolutionnaire à l'occasion du WEF 2015

**OB OSZE ODER WEF:
KEIN RUHIGES HINTERLAND**

FÜR DEN KOMMUNISMUS!

Programm 2015

Anti-Wef-Woche in der Perlamode 10. - 16. 1.

- ▶ Vernissage Perlamode (Brauereistrasse 37, Zürich) 10. Januar: Veranstaltung zur politischen Situation in Kobane mit Delegation, die vor Ort war. Ab 19 Uhr
- ▶ Unter der Woche wechselnde Schaufenster und Infos zum Wef und anderen wichtigen Themen
- ▶ Finissage am 16. Januar: Perlamode – wie weiter? Veranstaltung zu Stadtentwicklung. Ab 19 Uhr

Anti-Wef-Winterquartier 17. 1.

- ▶ Den ganzen Tag alles rund ums Wef in dem besetzten Haus an der Kernstrasse 14, Zürich: Veranstaltungen zu Pegida, Ukraine, TISA, Marco Camenisch und vielem mehr. Zudem Workshops, Diskussionen und feines Essen.

MEHR INFOS UNTER: WWW.AUFBAU.ORG

Anti-Wef-Aktionstag 24. 1.

- ▶ Treffpunkt 20 Uhr Reithalle Bern. Kommen & mitmachen!

reproduzierbar
AUFBAU

élément motivant pour des attentats en Suisse ou contre des intérêts suisses à l'étranger, élément qui pourrait aussi inciter des groupes d'extrême gauche à l'étranger à organiser des actions. Ce fait a notamment de l'importance dans la mesure où les milieux violents de l'extrême gauche en Suisse ne commettent pratiquement plus d'attaques avec des DEINC pour l'instant, pas plus que des délits graves à l'aide de colis piégés. La RAZ peut certes pousser à des actions, aussi violentes, mais elle ne peut à sa guise influencer sur la disposition individuelle à perpétrer d'actions violentes. Le potentiel de violence de ces milieux continue à être bien présent.

Sur le plan thématique, il ne faut pas s'attendre à de nouvelles orientations : ces milieux continuent à traiter leurs propres thèmes en fonction de leur vision du monde et en lien avec des événements et des développements d'actualité ; l'écho qui en est attendu dans un large public reste toutefois modeste. On ne constate en ce moment aucun développement pouvant aboutir à un mouvement social que les milieux d'extrême gauche enclins à la violence pourraient utiliser comme plate-forme ou instrumentaliser. A une exception près : les développements des aménagements urbains et la commercialisation des loisirs, qui prêtent à la critique et aux protestations et qui donnent lieu

à des exigences pour plus d'« espaces libres ». Les milieux d'extrême gauche utiliseront dans ce contexte les occasions qu'offre cette plate-forme pour, d'une part, se mettre en scène et selon les circonstances organiser des actions violentes et, d'autre part, pour recruter aussi de nouveaux membres afin d'assurer la relève.

L'extrémisme de la cause animale

La Suisse abrite toujours un petit milieu d'extrémistes de la cause animale prêts à faire usage de violence. Excepté un groupe orienté vers l'extrême droite au Tessin, ces groupes sont marqués par l'extrême gauche et liés à ces milieux. Bien que la cause qu'ils défendent soit régulièrement mentionnée par solidarité dans les milieux d'extrême gauche et qu'ils puissent, de cas en cas, bénéficier d'un soutien personnel, le thème et les buts des extrémistes de la cause animale ne parviennent pas à s'implanter dans ces milieux. Les campagnes – aussi bien suisses qu'internationales – menées par les extrémistes de la cause animale se fondent en général sur des moyens légaux.



Propagande diffusée après les débordements du 12 décembre 2014 à Zurich

LES PERSPECTIVES

Le potentiel de violence

Rien n'indique que dans un proche avenir, des modifications de la situation se produiront dans un des domaines de l'extrémisme violent, et plus particulièrement en ce qui concerne l'usage de la violence. Dans l'ensemble, l'appréciation du calme relatif de la situation est la même que celles des années précédentes. Cela signifie aussi que le potentiel de violence de ces milieux persiste et qu'il peut sans autre être activé à tout moment. En Suisse, le potentiel pour perpétrer de délits graves reste cependant plus faible que celui de groupes correspondants à l'étranger ; on entend par délits graves l'utilisation d'armes à feu et d'explosifs ou les menaces directes et concrètes, accompagnées de violence, à l'encontre de personnes. Pour l'heure, il semble que les milieux d'extrême gauche manquent notamment d'acteurs pour commettre des attaques à l'aide de DEINC, comme c'était le cas il y a quelques années encore. Des éruptions de violence lors de situations tendues, par exemple lors de manifestations, restent possibles. Elles peuvent se traduire par des bagarres spontanées ou des actions violentes, planifiées et commises par des acteurs profitant de la protection de la foule. Les rencontres d'acteurs d'extrême droite et d'extrême gauche recèlent toujours un potentiel de violence considérable, un élément qui peut se voir renforcé par la présence ou la participation d'autres groupes extrémistes violents et terroristes tels que le PKK ou des salafistes et de personnes soutenant l'« Etat

islamique » ou soupçonnées de le faire. Après un attentat terroriste, certains acteurs isolés, groupuscules ou organisations peuvent aussi réagir plus ou moins spontanément par des actions violentes, dirigées contre des personnes, des institutions ou des symboles attribués aux auteurs (présumés) de l'attentat. Malgré la présence de quelques citoyens suisses aux manifestations « hooligans contre salafistes » en Allemagne, qui se sont déroulées en partie avec violence avec la participation d'extrémistes de droite, il n'y a pas d'indices selon lesquels de telles manifestations sont aussi à attendre en Suisse. Dans notre pays, il n'y a que très peu de superpositions entre les milieux d'extrême droite et les hooligans.

L'extrémisme de droite

En Suisse, les milieux d'extrême droite restent assez diffus ; en raison de leur comportement conspiratif, de leur retenue à apparaître en public et de l'absence de concepts stratégiques, ils sont difficiles à cerner. La plupart des extrémistes de droite continueront, à titre individuel, à éviter d'attirer l'attention afin de ne pas devoir affronter les conséquences graves que peut avoir leur appartenance à ces milieux, par exemple le risque de perdre leur emploi ou leur place d'apprentissage. Ces milieux, dans leur



Chaînes de vélo et spray au poivre saisis à un participant à une manifestation de l'extrême gauche à Soleure en février 2014

ensemble, tenteront également de se maintenir en-deçà du seuil de perception publique, tout en veillant simultanément à ne pas disparaître complètement. Cette situation implique que l'extrémisme de droite refasse régulièrement surface. Les autorités doivent de ce fait rester vigilantes. A l'occasion, les extrémistes de droite peuvent en effet se manifester de manière provocatrice pour marquer leur présence et pour le moins molester des personnes qui les dérangent. Une diminution de la vigilance pourrait également entraîner une croissance de ces milieux.

Dans quelques villes d'Allemagne, le mouvement Pegida (Patriotische Europäer gegen die Islamisierung des Abendlands, Patriotes européens contre l'islamisation de l'Occident) a réussi à former quelques grands groupes dont la durabilité est toutefois incertaine et qui, malgré des points communs entre adhérents et au niveau des thématiques, ne doivent qu'en partie être considérés comme sympathisants de l'extrême droite et ne doivent pas être classifiés comme potentiellement violents. A l'idéologie diffuse des milieux d'extrême droite, un amalgame de xénophobie, de racisme, de sentiments de supériorité et d'impuissance, de théories du complot et d'antisémitisme, pourrait venir s'ajouter avec l'hostilité à l'égard de l'islam une nouvelle composante. De plus, dans les médias sociaux, certains adhérents de Pegida en Suisse approuvent l'utilisation de la violence

contre des installations musulmanes attaquées à diverses reprises dans d'autres pays européens. Rien n'illustre mieux l'actuelle situation diffuse que le fait que des internautes motivés par le djihad, lors de la récente guerre dans la Bande de Gaza, ont repris des contenus de la propagande d'extrême droite sur Internet pour mobiliser contre les Juifs de Suisse et contre Israël. Les divers internautes qui ont lancé en Suisse des appels à la violence n'ont toutefois pas réussi à la faire descendre dans la rue, et aucun indice concret ne permet de supposer que cela se produise. Si Pegida devait s'avérer être plus qu'un phénomène passager, les conséquences que ce mouvement pourrait avoir dans les milieux d'extrême droite restent totalement ouvertes : Pegida pourrait, d'une part, provoquer un élan de sympathie pour les idées de l'extrême droite ou constituer pour ces milieux (éventuellement quelque peu édulcorés) un terreau de recrutement et, d'autre part, veiller à ce que les extrémistes de droite dans ses rangs restent suffisamment peu nombreux pour absorber rapidement de nouveaux membres potentiels. Les manifestations organisées par Pegida peuvent également aboutir à des affrontements accompagnés de violence avec des contre-manifestants de l'extrême gauche violente.



Une banderole d'extrémistes de droite dans le canton de Zurich en mai 2014

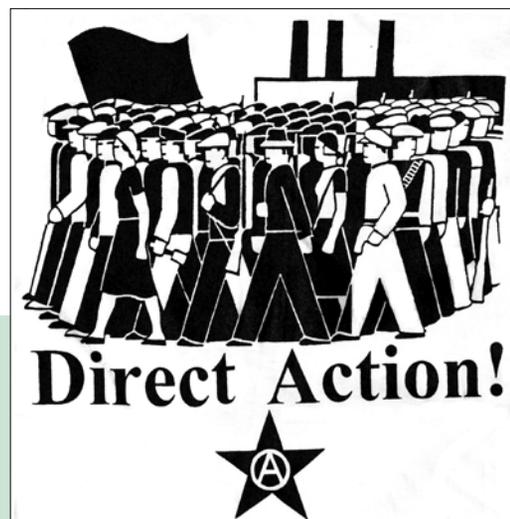
L'extrémisme de gauche

En Suisse, le problème générationnel au sein de l'extrémisme de gauche violent persiste. Ce ne sont toujours pas les membres de la jeune génération qui donnent le ton dans ces milieux. Alors que les critiques à l'égard du « capitalisme » ou du « système » rencontrent malgré tout l'écho recherché, les objectifs ayant trait au « communisme » ont beaucoup perdu de poids. Dans certains cas, on relève autour du thème « anarchie » une inclinaison plus marquée à faire usage de violence ou tout au plus des concepts d'autonomie ne répondant pas à la complexité du monde actuel. Le fait de considérer certains buts comme de simples critiques négatives du système peut impliquer qu'une violence anarchiste accompagne parfois certains thèmes, par exemple des objectifs écologiques ou ayant trait aux droits des animaux. On peut déduire de l'ensemble de ces constats que, dans les milieux violents d'extrême gauche, des concepts anarchistes-autonomes pourraient à l'avenir accroître leur importance au détriment de concepts communistes ou marxistes-léninistes. Le résultat de ce développement pourrait alors se traduire par une extension des cibles d'attaques et de la fréquence d'actes de sabotage. A court terme, il ne faut cependant pas s'attendre à une montée de la violence et des attaques d'envergure. Le potentiel de violence et d'affrontements violents, en plus des rencontres mentionnées avec des extrémistes de droite, est surtout présent lors de manifestations qui requièrent un important dispositif de sécurité. En plus d'événements en partie récurrents, cela concerne aussi les manifestations organisées par les membres – en soi non violents – du

mouvement pour plus d'« espaces libres », dont un certain nombre peut, le cas échéant, participer à des débordements.

L'extrémisme de la cause animale

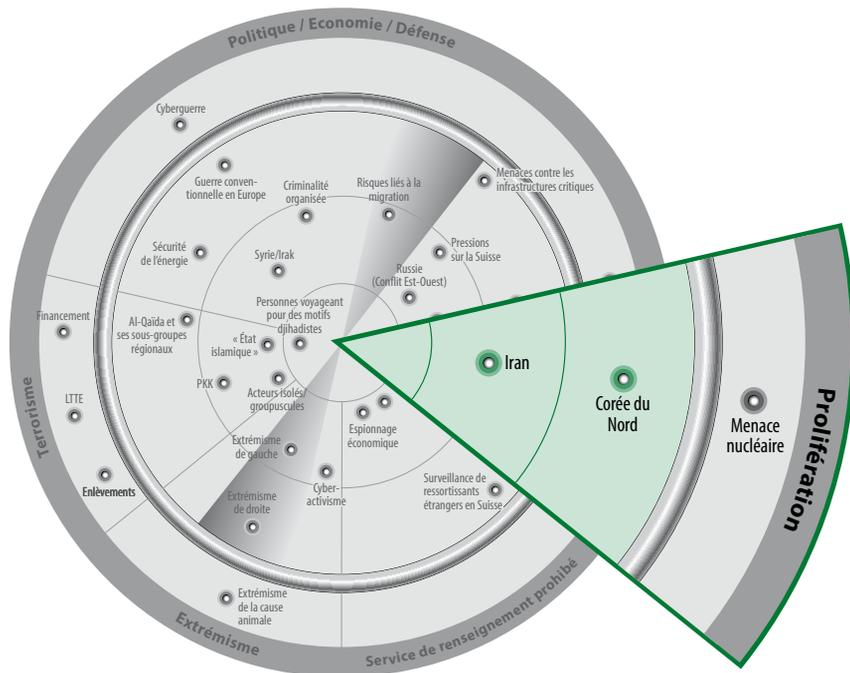
En août 2014, un terme a été mis à la campagne Stop à la cruauté de Huntingdon envers les animaux (Stop Huntingdon Animal Cruelty). Cette campagne avait été lancée au Royaume-Uni, et les extrémistes violents de la cause animale qui la menaient ont, à certaines époques, été responsables des actions violentes commises en Suisse dans ce contexte. Le succès des mesures prises par les autorités de poursuite pénale, notamment britanniques, ont contribué, d'une part, au fait que les extrémistes suisses de la cause animale enclins à la violence ont défendu dans notre pays leurs buts principalement avec des moyens légaux et, d'autre part, que leur potentiel de violence ne s'est manifesté que dans le cadre d'objectifs de l'extrême gauche. Cette dépendance de l'étranger signifie à terme que les milieux suisses de la cause animale n'organiseront probablement pas de campagne violente de leur propre chef, mais qu'ils seront éventuellement prêts, dans le cadre d'une campagne importante, à soutenir des activistes étrangers potentiellement violents, si ces derniers mènent des actions en Suisse. ■



Propagande pour l'attaque d'un poste de police à Berne en février 2015

Prolifération

La prolifération d'armes de destruction massive et de leurs vecteurs est l'une des grandes problématiques de notre époque et fait l'objet d'une coopération multilatérale toujours plus étroite. Toute une série d'Etats sont sous surveillance. L'évolution en Iran et en Corée du Nord reste toutefois au centre des préoccupations. S'agissant de l'Iran, l'Agence internationale de l'énergie atomique a réitéré ses soupçons selon lesquels ce pays n'utilise pas son projet nucléaire à des fins exclusivement civiles, mais travaille depuis des années dans le plus grand secret à l'élaboration d'une arme nucléaire. L'Iran et les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU ainsi que l'Allemagne ont signé en novembre 2013 un accord préliminaire sur un compromis étendu, qui a été plusieurs fois prolongé depuis. La Suisse s'engage résolument contre les activités de prolifération, car, en sa qualité de place industrielle et économique aussi novatrice que concurrentielle, elle a un intérêt particulier à empêcher les tentatives d'acquisition et de contournement.



LA SITUATION

L'Iran et la Corée du Nord au centre de l'attention

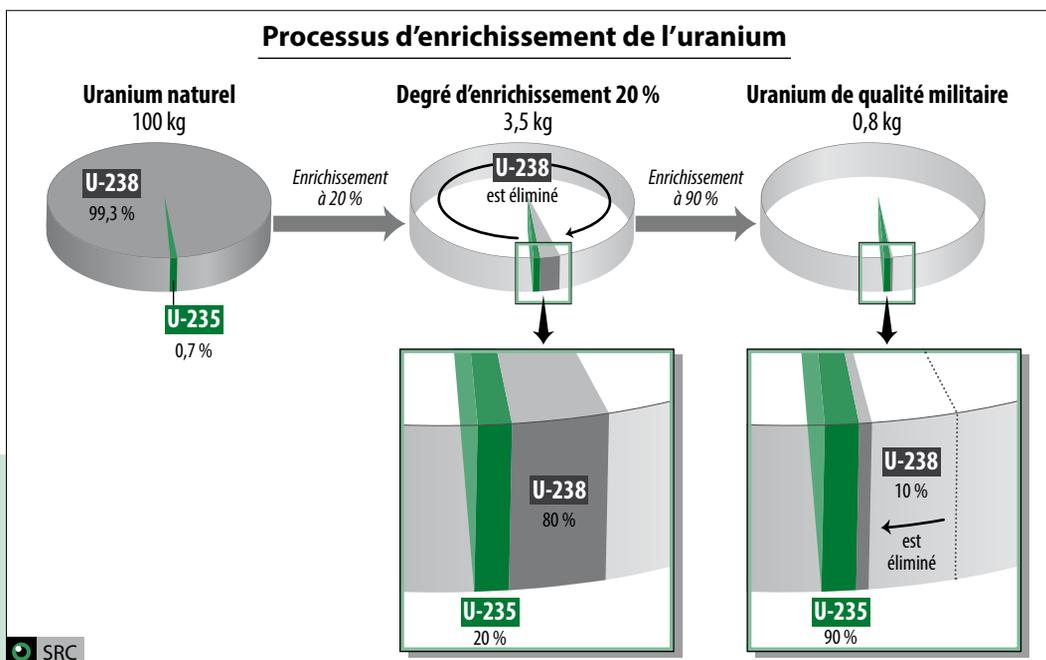
Dans le domaine des programmes d'armes de destruction massive et de leurs vecteurs ainsi que de la prolifération des technologies qui s'y rapportent, l'Iran et la Corée du Nord restent sur le devant de la scène. L'évolution de la situation autour du programme nucléaire iranien autorise toujours un optimisme prudent. Les Etats participant aux discussions ont un intérêt évident à ce qu'une solution soit trouvée au conflit. Du point de vue de la prolifération, le problème inhérent au programme nucléaire iranien, à savoir sa possible utilisation militaire, subsistera toutefois tant qu'il ne sera pas possible, d'une part, d'instaurer un régime de surveillance suffisamment solide et, d'autre part, d'obtenir un équilibre politique étendu avec Téhéran. Ce difficile processus de négociation avec l'Iran, qui est dirigé par les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU que sont les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la France, la Chine et la Russie ainsi que par l'Allemagne,

s'est poursuivi en 2014. Le point positif est que les relations tendues entre les Etats-Unis et la Russie à la suite de la crise ukrainienne n'ont jusqu'à présent pas influé négativement sur les discussions avec l'Iran.

Sur le sous-continent indien, les arsenaux et les technologies continuent à évoluer. Le Pakistan poursuit ses efforts de nucléarisation du champ de combat et introduit des systèmes tactiques d'armes nucléaires auprès de la troupe. L'Inde va de son côté prochainement disposer d'un missile intercontinental opérationnel et se rapproche doucement de l'obtention d'une capacité de frappe secondaire avec appui maritime. Les deux pays annoncent par ailleurs vouloir rejoindre le Nuclear Suppliers Group et le cercle des puissances nucléaires établies.

Le programme nucléaire iranien : provisoirement gelé à un niveau élevé

L'Accord préliminaire de Genève entre l'Iran et les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU (Etats-Unis, Royaume-Uni,



France, Russie et Chine) ainsi que l'Allemagne, datant de novembre 2013, a été prolongé au-delà de la durée initiale de six mois et est respecté. Le programme nucléaire iranien reste ainsi largement au niveau qui était le sien à fin 2013.

Dans le cadre de son programme d'enrichissement d'uranium, l'Iran dispose d'environ 19 000 centrifugeuses. La limitation de leur nombre continue à faire l'objet de négociations. L'installation particulièrement controversée de Fordo pourrait être transformée d'une installation de production en une installation de recherche à faible capacité d'enrichissement.

Le seuil d'enrichissement d'uranium de 3,5 %, tel qu'il est nécessaire pour l'exploitation de réacteurs civils à des fins de production d'électricité, est techniquement dépassé. L'Accord préliminaire exige toutefois de l'Iran qu'il convertisse ou dilue l'intégralité de ses stocks d'uranium enrichis à hauteur de 20 % à des fins d'utilisation civile. L'Iran se tient à cette prescription. Techniquement, la possibilité de production de plutonium pour des armes nucléaires se rapproche également. Selon les indications iraniennes, le réacteur à eau lourde d'Arak devait entrer en service en 2014. L'Accord préliminaire prolongé a repoussé ce délai au-delà de 2015. S'agissant du réacteur d'Arak, le réaménagement du cœur du réacteur semble être une solution acceptable pour les deux parties.

L'Iran dispose aujourd'hui fondamentalement des capacités nécessaires pour pouvoir au besoin produire rapidement du matériau fissile de qualité militaire. En cas de mise en œuvre intégrale de l'Accord préliminaire, le temps nécessaire pour la construction d'une charge explosive sera toutefois augmenté. Les relations

de l'Iran avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) doivent aussi être globalement considérées comme positives, même si des différences ont surgi en 2014 s'agissant de l'analyse critique du passé et de l'admission de certains inspecteurs.

Les missiles balistiques iraniens en progression permanente

En 2014, l'Iran s'est largement retenu de procéder à des tests de missiles, ce qui pourrait être une conséquence du processus de négociation dans le conflit nucléaire, et s'est limité à annoncer la fabrication de nouveaux systèmes d'armes. Le programme spatial iranien, qui s'appuie directement sur la technologie du programme militaire, n'a, lui aussi, progressé que modérément. L'expansion quantitative de l'arsenal de missiles balistiques se poursuit néanmoins, en particulier de systèmes de courte portée, tels qu'ils sont par exemple utilisés dans la guerre civile syrienne. Aucun système de longue portée n'a en revanche été introduit depuis 2012.

L'introduction du nouveau missile à carburant solide Ashura/Sejil, qui a une portée de 2 000 km, qui se trouve à un stade de développement avancé et qui apporte de clairs avantages opérationnels grâce à sa mise en service simple et rapide, va en revanche représenter un vrai pas de géant sur le plan militaire. Le renforcement permanent de l'aptitude iranienne à menacer des cibles dans son voisinage à l'aide de missiles balistiques pourrait contribuer de manière non négligeable aux vellétés régionales de réarmement, notamment en Arabie saoudite et dans les Emirats arabes unis.

A gauche : Avec un enrichissement à 20 %, 90 % du travail de séparation nécessaire à la production d'uranium destiné à la fabrication d'armes nucléaires est accompli. L'uranium enrichi à 20 % est utilisé dans les réacteurs de recherche ; pour la production d'électricité, un taux d'enrichissement de 3,5 % est suffisant.

Le programme nucléaire nord-coréen : avancées des travaux sur le nouveau réacteur

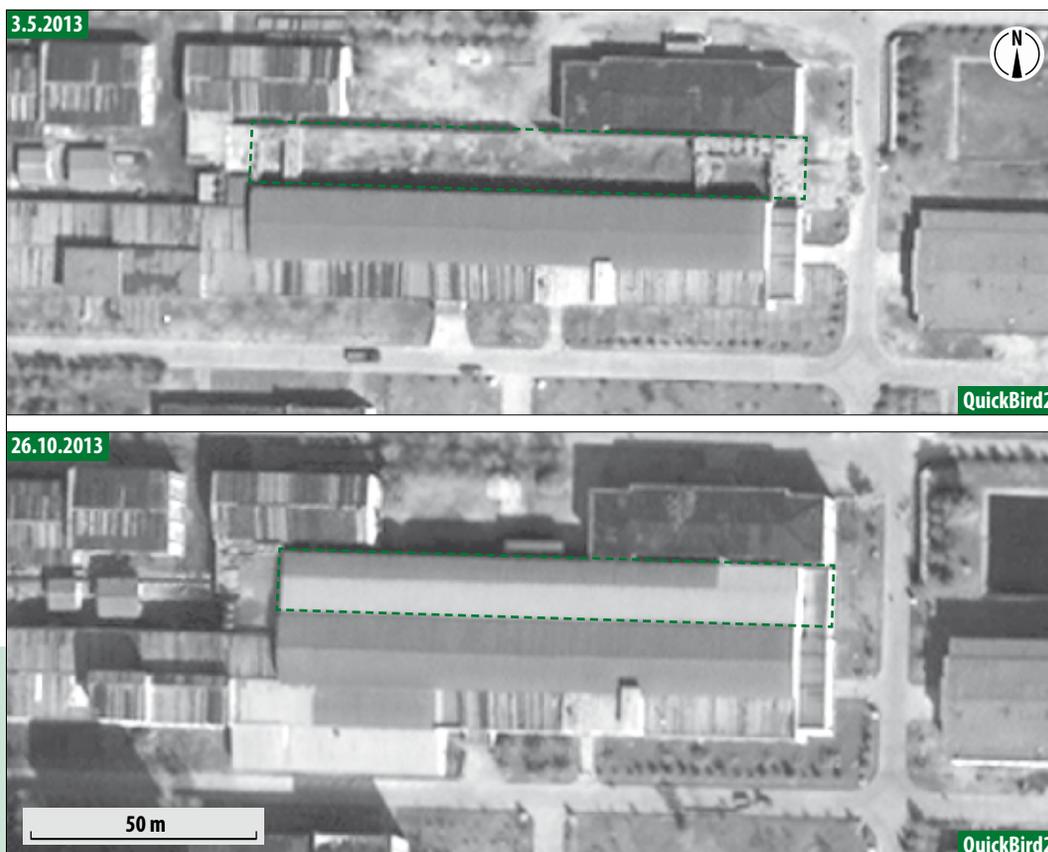
Les informations sur le programme nucléaire nord-coréen restent fragmentaires. Le nouveau réacteur à eau légère dans le complexe nucléaire de Yongbyon au nord de la capitale semble être largement terminé. Le vieux réacteur voisin pourrait avoir été actif pendant une longue durée en 2014. Pour ce qui est du statut du programme nord-coréen d'enrichissement d'uranium, révélé au public pour la première fois en 2010, peu de nouveaux détails sont connus. Les images satellite montrent toutefois une deuxième halle de centrifugation, de taille identique, laquelle serait synonyme de doublement de la capacité d'enrichissement une fois complètement équipée. Des sources non confirmées évoquent une autonomie élevée de la Corée du Nord quant à la fabrication de composants-clés pour ses programmes, ce qui

aurait une portée singulière sous l'angle de la prolifération.

Depuis février 2013, la Corée du Nord n'a plus procédé à des tests d'armes nucléaires. Le peu d'informations nous provenant de ce pays reclus semblent toutefois indiquer une volonté d'améliorer les ressources militaires, en particulier sur le plan qualitatif.

Les missiles balistiques nord-coréens : des progrès constants

Le fondement de la construction nord-coréenne de missiles repose sur une série complète de missiles à carburant liquide s'appuyant largement sur la technologie de systèmes plus anciens de la série soviétique Scud. Les systèmes nord-coréens de courte et moyenne portée ont déjà été vendus à de nombreux pays. La Corée du Nord présente par ailleurs les modèles de longue portée Taepodong 1 et 2 comme des lanceurs spatiaux, faisant donc partie d'un pro-



gramme de recherche civil légitime. Un missile à carburant liquide techniquement plus avancé a été présenté en 2013 lors d'un défilé, mais aucun vol d'essai n'a été observé jusqu'à présent. Il semble toutefois que les systèmes de propulsion ont bel et bien été testés. Si ce système à paliers devait être mis en service, la Corée du Nord disposerait également d'un moyen d'intervention à portée intercontinentale. S'agissant de la technologie plus avancée des missiles à carburant solide, la Corée du Nord est toujours en retard par rapport à des pays comme l'Iran ou le Pakistan. Au total, en 2014, la Corée du Nord a testé ses missiles à vingt reprises environ et a tiré à ces occasions une centaine de projectiles. Les nombreux tests effectués avec des systèmes de courte portée et avec le missile à carburant solide de type KN-02 ont à cet égard tout spécialement attiré l'attention.

Pakistan et Inde : optimisation et élargissement des arsenaux existants

Le développement des technologies et des arsenaux se poursuit sur le sous-continent indien également. Le Pakistan dispose d'un arsenal de missiles balistiques bien développé, englobant notamment les missiles modernes à carburant solide des séries Ghaznavi et Shaheen (d'une portée maximale de 2500 km), qui ont tous subi en 2014 des tests de routine. Tous ces systèmes sont en mesure de transporter des têtes nucléaires. Le Pakistan travaille actuellement à des systèmes de vecteurs et à des missiles de croisière de plus petite taille adaptés au déploiement d'armes nucléaires tactiques. L'augmentation massive des capacités de production de

plutonium à Khushāb se poursuit. Elle s'accompagne d'une amélioration de la capacité de retraitement.

L'Inde dispose également d'un arsenal mûr de missiles balistiques. Ceux de la série Agni répondent tout particulièrement aux normes avancées de la technologie à carburant solide et peuvent transporter des têtes nucléaires. Quelques modèles de la série ont été testés durant les douze mois écoulés, dont le missile Agni-4, d'une portée d'environ 4000 km. Quant aux modèles de la série de plus petite taille, ils ont été testés par la troupe chargée de les utiliser. Les travaux liés au missile intercontinental Agni-6 semblent avoir débuté. D'après ses propres renseignements, l'Inde s'intéresse également à la technologie des têtes multiples et voudrait un jour les intégrer à ses missiles de longue portée. L'Europe centrale et la Suisse se retrouveront donc aussi à la portée des armes indiennes au plus tard avec la mise en service d'un tel système. L'Inde poursuit ses efforts visant à compléter sa triade nucléaire (systèmes à appui terrestre, aérien et maritime). En 2009, le sous-marin nucléaire de la classe Arihant a été mis à l'eau. Avec la mise en service annoncée du réacteur en 2013, l'Inde a franchi une étape importante de ce programme au long cours et a semble-t-il débuté avec les essais en mer à fin 2014. Parallèlement, elle développe des missiles balistiques à appui maritime. L'Inde fait par ailleurs avancer non seulement son programme nucléaire civil mais aussi militaire. Les stocks d'armes nucléaires pourraient être légèrement plus faibles que ceux du Pakistan.

A gauche : agrandissement du complexe nucléaire d'enrichissement de Yongbyon en Corée du Nord (2013)

L'APPRÉCIATION

La crise nucléaire avec l'Iran : une vraie chance ?

Les développements se poursuivent dans les programmes nucléaires et balistiques mentionnés précédemment, le programme nucléaire iranien étant le plus virulent dans le contexte international. La crise est cyclique depuis 2002. Avec l'Accord préliminaire de novembre 2013 et ses multiples prolongations, le cycle de tension le plus récent semble à nouveau avoir dépassé son paroxysme. Le cycle ne serait toutefois brisé que si une solution étendue était trouvée à la crise nucléaire par le biais d'une nouvelle dynamique relationnelle entre l'Iran et les Etats-Unis. Jusqu'à présent, l'Iran n'a pas été en mesure de démonter les soupçons régulièrement exprimés à son égard par l'AIEA, devenus plus pressants depuis la fin 2011. C'est pourquoi l'Iran est soumis à des sanctions économiques internationales se rapprochant d'un embargo total. L'impact de ces sanctions sur l'économie iranienne est difficile à estimer. Le pays a de grosses difficultés à mouvoir les moyens financiers encore disponibles et ainsi à avoir suffisamment de liquidités. L'allègement partiel des sanctions a un peu réduit cette pression, mais de nouveaux problèmes se dessinent avec la chute des prix du pétrole. Malgré ces difficultés, le programme nucléaire iranien a atteint un point qui fait penser qu'il est illusoire de négocier un retour au niveau d'il y a dix ans. L'un des objectifs principaux du processus de négociation consiste dès lors à garder sous un contrôle aussi étroit que possible l'aptitude iranienne à échapper

per au régime de contrôle qui lui est imposé par le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires pour construire une charge explosive. Un Iran équipé de l'arme nucléaire n'aurait pas seulement un impact dans la région et au-delà, mais ébranlerait encore davantage les fondements des efforts internationaux visant à endiguer la prolifération et pourrait déclencher une nouvelle course à l'armement nucléaire tout en menant à une intensification de la course régionale aux armements dans le domaine des armes conventionnelles également.

Une Corée du Nord qui dispose de toute la gamme de production pour un programme d'armes nucléaires

Les capacités nord-coréennes en matière d'enrichissement d'uranium ne sont pas claires, mais elles pourraient être plus avancées que les iraniennes dans le domaine de la technologie de centrifugation. Si l'on se réfère à la ligne de développement du programme connu à ce jour, l'existence d'une autre installation plus ancienne serait plausible. Le régime en Corée du Nord ne s'est par le passé pas privé de vendre sans réserves sa technologie en matière de missiles à de nombreux clients tels que le Pakistan, l'Iran, la Libye, l'Egypte ou la Syrie. Il est en mesure de proposer toute la gamme de production pour un programme d'armes nucléaires, de la production du matériau fissile (uranium et plutonium) à celle des vecteurs indispensables en passant par la fabrication d'une charge nucléaire simple.

LES PERSPECTIVES

Une variété de risques pour la Suisse

Le flux des marchandises et des technologies européennes soumises à contrôle via des pays tiers vers des États représentant un risque en termes de prolifération constitue un défi important pour les autorités suisses compétentes en matière de contrôles des exportations. La Suisse dispose d'excellentes capacités industrielles et, sur le plan de la recherche, elle est un pays attrayant et relativement ouvert en comparaison internationale. Même si la mobilité des étudiants issus de l'UE a été réduite, la présence d'étudiants issus d'États hors UE devrait s'accroître, également d'États considérés comme sensibles sur le plan de la prolifération. Grâce à la coopération internationale et à la collaboration avec l'industrie, les autorités suisses découvrent et déjouent très régulièrement de nombreuses tentatives illégales d'acquisition.

Pourtant, les défis augmentent. Les voies d'acquisition se diversifient et se réorganisent. Beaucoup d'entre elles transitent par l'Asie. L'externalisation croissante de la production à l'étranger fait qu'il est de plus en plus difficile pour l'industrie mais aussi pour les autorités de contrôler le flux de marchandises critiques.

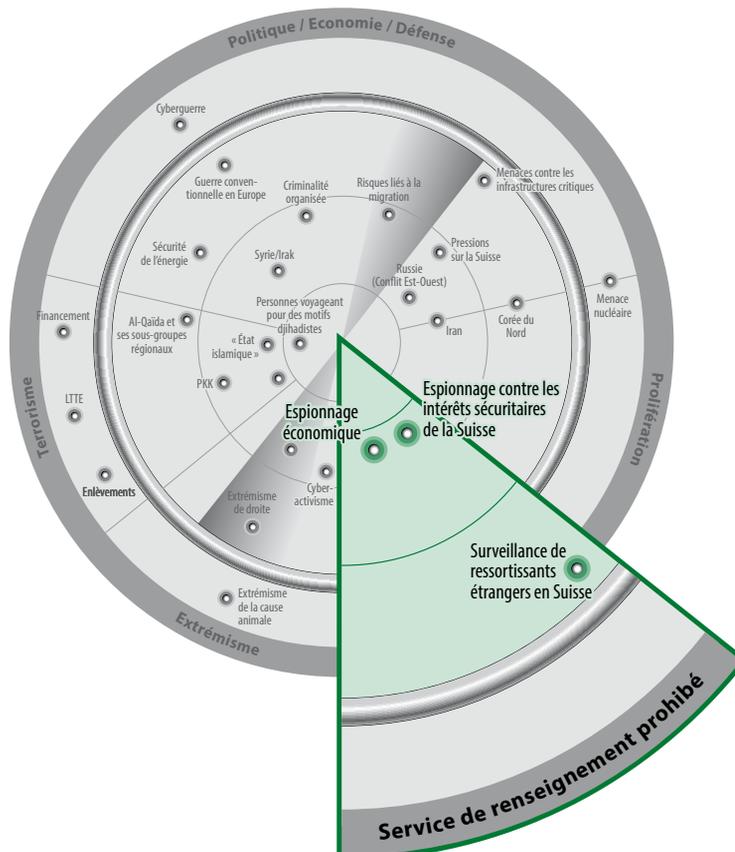
Dans les secteurs sensibles sur le plan de la prolifération, on constate également une tendance des acheteurs à se focaliser sur l'acquisition de sous-systèmes et de composants. Or, il est beaucoup plus délicat d'identifier les sous-systèmes critiques et de les soustraire au commerce illégal que les systèmes complets, dont l'exportation est soumise à des contrôles internationaux plus étendus et toujours plus efficaces. ■



Pièces de métal produites à l'aide d'une imprimante 3D, un nouveau défi en matière de lutte contre la prolifération

Service de renseignement prohibé et attaques dirigées contre des infrastructures d'information

La cadence des révélations issues de l'affaire Snowden s'est dans l'intervalle ralentie, ce qui n'infléchit toutefois pas leur dimension politico-sécuritaire (qui va de l'espionnage à la sécurité de l'information en passant par la protection des infrastructures critiques et la sûreté des produits). Etant donné que l'espionnage cybernétique présuppose en particulier l'introduction dans des systèmes et des réseaux, il offre également la possibilité de procéder à des manipulations, voire à des actes de sabotage. Qui plus est, même si l'espionnage cybernétique gagne en importance, il ne remplace pas les méthodes d'espionnage traditionnelles. Ces types d'espionnage se complètent plus qu'ils ne se concurrencent. Leur but reste de récolter des informations afin d'atteindre divers objectifs.



LA SITUATION

Diversité des objectifs

Le service de renseignement prohibé vise à obtenir des informations. Grâce à elles, le but est par exemple d'améliorer ou uniquement de renforcer la position de ses commanditaires dans la concurrence politique et économique internationale. Elles peuvent aussi servir à la sécurité intérieure ou au maintien au pouvoir d'un régime. De plus, à l'aide de ces informations, il est aussi possible d'influer de manière ciblée sur des adversaires et concurrents ou, selon les circonstances, de leur nuire directement à travers la manipulation ou la destruction de données. L'accès aux données et aux informations ne doit dès lors pas uniquement être considéré sous l'angle du service de renseignement prohibé, mais aussi sous celui du sabotage. L'Office fédéral allemand de la sécurité dans les technologies de l'information (Bundesamt für Sicherheit in der Informationstechnik) a publié à la fin 2014 un exemple très parlant à cet égard. A travers des techniques d'hameçonnage ciblé (spear phishing) et d'ingénierie sociale (tentatives d'influencer et de manipuler des personnes par contact direct), des auteurs ont réussi à pénétrer dans le réseau informatique d'une grande aciérie en Allemagne. Ils ont par la suite pu s'immiscer jusque dans les chaînes de production. Certaines composantes de pilotage et des installations entières sont ensuite tombées en panne, à la suite de quoi le haut fourneau s'est retrouvé dans un état indéfini. Les auteurs ne disposaient donc pas seulement de savoir-faire dans le domaine de la sécurité informatique mais aussi de connais-

sances détaillées dans celui des hauts fourneaux.

Dans notre pays, les activités d'espionnage sont dirigées contre les intérêts politico-sécuritaires et économiques de la Suisse, mais aussi contre les intérêts de tiers, notamment les organisations internationales ainsi que les entreprises internationales établies en Suisse. Les activités ressortissant au renseignement visent en outre aussi les opposants à divers régimes résidant en Suisse. Ce type d'activités concerne principalement les (anciens) ressortissants de pays au sein desquels la pensée démocratique est limitée et la liberté d'opinion non garantie.

Multiplicité des méthodes

L'espionnage est une activité cachée qui n'est pas perçue par le public. Les informations tombant dans le domaine public concernent essentiellement des attaques d'espionnage cybernétique dévoilées à travers des rapports publiés par des entreprises spécialisées dans le domaine de la sécurité informatique. Dans de tels cas de figure, les auteurs d'espionnage sont difficiles à identifier, même si le maliciel utilisé et le but de l'opération permettent de tirer des conclusions plausibles. Le maintien de l'anonymat est l'un des avantages de l'espionnage cybernétique, qui peut de plus être perpétré à partir d'un pays où un auteur, même identifié, peut échapper à l'arrestation et aux conséquences pénales, ce qui constitue bien évidemment un avantage par rapport aux méthodes d'espionnage traditionnelles. Malgré tout, ces dernières continuent d'être utilisées, lorsque le besoin en information l'exige, ce

qui peut donc aussi être nécessaire dans le cadre d'opérations cybernétiques, par exemple pour déterminer un vecteur d'attaque. Les diverses méthodes doivent dès lors être considérées comme complémentaires et non concurrentes.

Outre l'analyse des informations publiques (Open Source Intelligence, OSINT), le recrutement et le traitement d'informateurs (Human Intelligence, HUMINT) fait partie des méthodes d'espionnage classiques. HUMINT repose toujours sur des moyens classiques tels que des agents, qui se font passer pour des diplomates, des journalistes, des chercheurs ou des hommes et femmes d'affaires. Eux aussi travaillent aujourd'hui avec les réseaux sociaux, qui leur facilitent par exemple l'identification des personnes visées et la prise de contact. Entre en ligne de compte pour devenir informateur celui ou celle qui dispose des informations recherchées ou y a accès, donc pas uniquement les décideurs en personne, mais par exemple aussi les traducteurs. Dès lors, s'il est bel et bien correct d'affirmer que l'espionnage cybernétique continue à gagner en importance, cette affirmation doit être complétée par le constat que les méthodes d'espionnage traditionnelles continuent d'être employées. La sensibilité croissante vis-à-vis des possibilités liées à l'espionnage cybernétique et le comportement s'y rapportant vont avoir comme conséquence que l'espionnage traditionnel ne va pas disparaître.

Les leçons tirées de l'affaire Snowden

Depuis l'été 2013, les révélations de l'ancien collaborateur d'un prestataire de services de la National Security Agency (NSA), Edward Snowden, ont fait prendre conscience au public

des activités en particulier de la NSA, mais aussi du Government Communications Headquarters (GCHQ) britannique. La problématique des accès techniques avait certes été discutée préalablement dans des cercles d'experts, mais elle a pris une toute autre dimension avec les documents révélés par Snowden. Depuis, la cadence des révélations s'est considérablement ralentie, ce qui ne touche toutefois pas à la dimension de l'affaire sur le plan de la politique de sécurité. Les services de renseignement acquièrent ainsi des informations confidentielles sur un large front à travers la surveillance des communications ainsi que la pénétration active dans des systèmes informatiques. Ils peuvent au besoin également les falsifier, voire même manipuler des processus ou des infrastructures. L'interpénétration de la communication est profonde, quasi intégrale et systématique, conforme aux importants moyens engagés : obligation légale pour les fournisseurs de remettre leurs données, existence d'accès cachés aux principaux axes de communication, bris ou affaiblissement systématique d'algorithmes de cryptage, influence sur des normes cryptographiques internationales, etc. Un exemple est l'enregistrement dans tout le pays des données téléphoniques mobiles, sous le nom de Mystic pour les métadonnées (numéros de téléphone reliés, période et durée de conversation, etc.) ou de Somalget pour les contenus des communications (Bahamas et au moins un autre pays). Quant à la probable attaque cybernétique menée par la NSA et le GCHQ à l'encontre de l'un des plus grands fabricants de cartes SIM pour les téléphones mobiles, révélée en février 2015, elle répond également aux exigences des services de rensei-

gnement des Etats de l'Alliance dite des « Cinq Yeux » (Five Eyes) visant à intercepter le plus grand nombre possible de contenus de communication de cibles potentielles. Des révélations à fin 2014 montrent toutefois que la NSA n'a pas toujours réussi à casser les messages cryptés, du moins jusqu'en 2012.

Deux points doivent être rappelés ici. D'une part, les services de renseignement des Etats-Unis et des Etats de l'Alliance dite des « Cinq Yeux » (Etats-Unis, Royaume-Uni, Canada, Australie, Nouvelle-Zélande) ne sont pas les seuls qui disposent, du moins potentiellement, de possibilités étendues de surveillance et d'attaque électroniques. D'autre part, des voix doutent de l'utilité des données récoltées à large échelle et par avance, ce qui est moins le cas lors d'attaques cybernétiques ciblées à des fins d'espionnage. L'outil de l'attaque ciblée est toutefois accessible à un nombre bien plus important d'acteurs, qu'il s'agisse de groupes criminels, d'individus ou d'Etats ; les attaques ciblées ne servent pas seulement à espionner, mais aussi à enrichir des acteurs criminels.

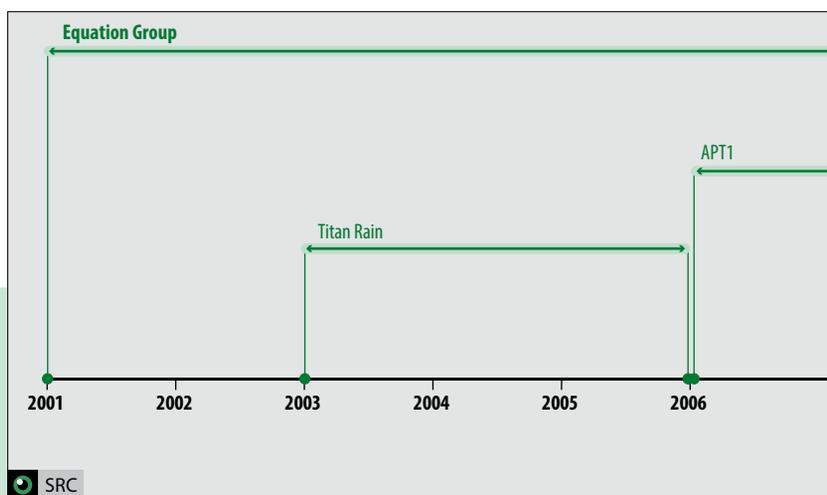
L'espionnage cybernétique : menaces persistantes avancées

Depuis une bonne décennie, on observe des attaques électroniques qui sont désignées comme des menaces persistantes avancées (Advanced Persistent Threats) en raison de plusieurs caractéristiques : les attaques sont ciblées, hautement complexes, doivent passer inaperçues le plus longtemps possible et servent à acquérir des données spécifiques. Au vu de ces caractéristiques systématique-

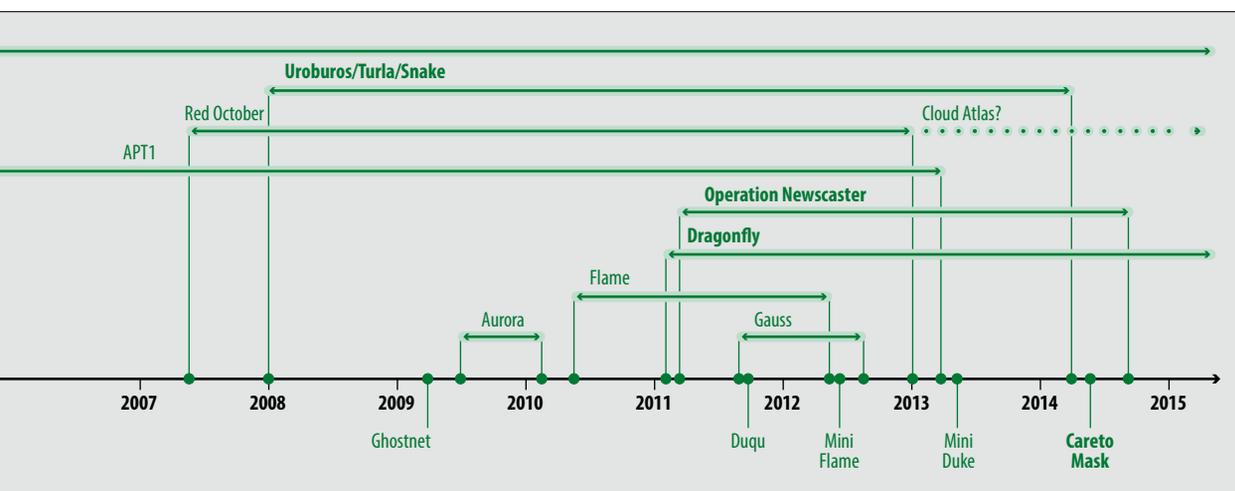
ment interconnectées, il faut partir du principe que des Etats se cachent derrière de telles opérations, que ce soit en qualité d'auteurs directs, de commanditaires, de fournisseurs de moyens ou de simples bénéficiaires. Le but de ces attaques est d'espionner, éventuellement de manipuler. La vue d'ensemble des menaces persistantes avancées reconnues dans le domaine de l'espionnage montre que des opérations se sont étendues sur plusieurs années, donc sans être découvertes. A partir des traces de maliciel systématiquement détectées, il est possible de tirer des conclusions à tout le moins plausibles quant aux auteurs ou aux commanditaires. Divers Etats se cachent ainsi derrière les opérations mentionnées ci-après. Celles-ci sont régulièrement rendues publiques par des entreprises spécialisées, qui donnent aussi leurs noms aux cas en question, parfois même multiples si plusieurs entreprises travaillent simultanément sur un même cas.

- En février 2015, l'entreprise russe Kaspersky Lab a donné des informations sur un groupe de pirates intitulé Equation Group, qui mène des activités d'espionnage depuis plus de dix ans avec une série de maliciels hautement développés. Etaient visées des particuliers, des entreprises de télécommunication, des instituts de recherche et des organismes gouvernementaux. Selon Kaspersky, en Suisse, ce sont des particuliers qui ont été touchés.

Quelques complexes d'espionnage de 2001 à 2015. Au-dessus de l'axe temporel : la durée des activités des complexes d'espionnage. Sur l'axe temporel : l'année à laquelle les complexes d'espionnage ont été découverts/rendus publics. Les cas indiqués en gras sont présentés plus en détail dans le rapport.



- En novembre 2014, l'entreprise américaine Symantec Corp. a rendu public le maliciel Regin. Ce dernier permet de pénétrer aussi bien dans une infrastructure de réseau (routeur) que dans des réseaux GSM mobiles. Les organismes gouvernementaux, les exploitants d'infrastructures critiques, les entreprises, les chercheurs, mais aussi les particuliers sont considérés comme des cibles potentielles. Aucune victime n'a été constatée en Suisse jusqu'à présent.
- En février 2014, Kaspersky Lab a donné des informations sur l'opération Careto, qui semble être en cours depuis 2007 déjà. Les victimes étaient issues des secteurs public (gouvernements, représentations diplomatiques) et privé (énergie, recherche, finances), en Suisse également.
- Depuis mars 2014, plusieurs opérations ont été observées qui présentaient des intérêts liés à l'Ukraine (Sofacy, Sandworm, Uroburos-Turla-Snake). Les maliciels utilisés étaient complexes, apparentés sur le plan technique ou connus dans les cercles cybercriminels. Les opérations étaient essentiellement dirigées contre des institutions actives en Europe dans le secteur militaire ainsi que contre l'OTAN et poursuivaient des objectifs d'espionnage. La Suisse en a également été touchée.
- A travers l'opération Newscaster, un groupe de pirates informatiques a réussi par le biais de l'hameçonnage ciblé à infecter plus de 2000 ordinateurs en trois ans. Les personnes visées étaient avant tout des cadres militaires et politiques aux Etats-Unis et en Israël.
- L'opération Dragonfly, aussi connue sous le nom de Energetic Bear ou Crouching Yeti, est en cours depuis 2011. Le maliciel (Havex, Sysmain, Karagany ou Oldrea) n'était pas très complexe, mais n'a cessé d'évoluer et d'être déployé de manière ciblée. Les agresseurs ont procédé à du hameçonnage ciblé ou à des infections de type drive-by-download. Ils ont toutefois aussi réussi à intégrer leurs maliciels à des logiciels de mise à jour pour des systèmes de contrôle industriels. Les systèmes de contrôle industriels et les équipements de recherche dans le secteur énergétique sont les cibles privilégiées de Dragonfly ; la Suisse a également été touchée. On suppose qu'un groupe de criminels au financement étatique en est l'auteur. L'opération visait en premier lieu à espionner, mais voulait aussi infiltrer les systèmes et les réseaux visés pour y permettre des actes de sabotage ultérieurs. Jusqu'à présent, le déploiement du maliciel n'a toutefois pas dépassé le stade de l'espionnage, du moins en l'état actuel de nos connaissances.



L'APPRÉCIATION

La vulnérabilité de la technologie d'information

Dans certains pays, il y a des discussions et des initiatives politiques visant à limiter les activités d'espionnage. Les mesures discutées sont en grande partie limitées au renforcement de la protection des droits fondamentaux des propres citoyens et ne prévoient aucune réduction des activités d'espionnage à l'étranger. La confiance vis-à-vis des entreprises informatiques de ces pays en pâtit donc, et il faut dès lors s'attendre à ce que des aspects liés à la sécurité entraînent des transferts vers des concurrents sur les marchés internationaux. Des conflits sont à prévoir à cet égard, par exemple sous la forme de procès entourant les attributions de marchés publics dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce. La dépendance des sociétés et pays d'aujourd'hui vis-à-vis des moyens informatiques reste toutefois bien marquée, et donc également celle vis-à-vis des Etats-phares sur le plan technologique. Ces pays dotés de compétences technologiques clés restent des auteurs potentiels d'activités étendues d'espionnage, pour autant qu'ils disposent aussi d'importants services de renseignement.

Les menaces persistantes avancées et l'ingénierie sociale

Les attaques cybernétiques ciblées telles que les menaces persistantes avancées présupposent une connaissance préalable des cibles visées, du moins au début, lorsqu'il s'agit d'installer

le maliciel dans un système. La propagation du maliciel peut avoir lieu via Internet. Pour ce faire, les agresseurs doivent veiller à ce que l'attaque ne puisse pas être reconnue. Dans le cas Careto, des courriers électroniques ont ainsi par exemple été distribués par hameçonnage ciblé ; ils contenaient des liens vers des maliciels adaptés à la victime et spécialement générés pour l'attaque. Les URL imitaient des quotidiens tels que « The Guardian » ou le « Washington Post ». Newscaster opérait avec de faux profils dans de grands réseaux sociaux. Le maliciel n'était diffusé via courriel que lorsque la confiance de la personne visée était gagnée. La propagation peut toutefois également se faire physiquement, par le biais d'un agent obtenant accès à un ordinateur se trouvant dans le réseau et le manipulant. Les documents révélés par Snowden pointent sur un procédé de l'unité organisationnelle Tailored Access Operations de la NSA, qui aurait intercepté des appareils de réseau ou des périphériques envoyés par la poste pour les doter de techniques d'espionnage.

Le pilotage des maliciels s'effectue via des réseaux de zombies, plus précisément par les serveurs de commande et de contrôle de ces réseaux (command-and-control server). Les réseaux de zombies relient les ordinateurs infectés par des maliciels et ont des fins criminelles ou d'espionnage. Le nombre de ces serveurs identifiés par la Centrale d'enregistrement et d'analyse pour la sûreté de l'information (MELANI) en Suisse a ainsi augmenté en 2014. Des infras-

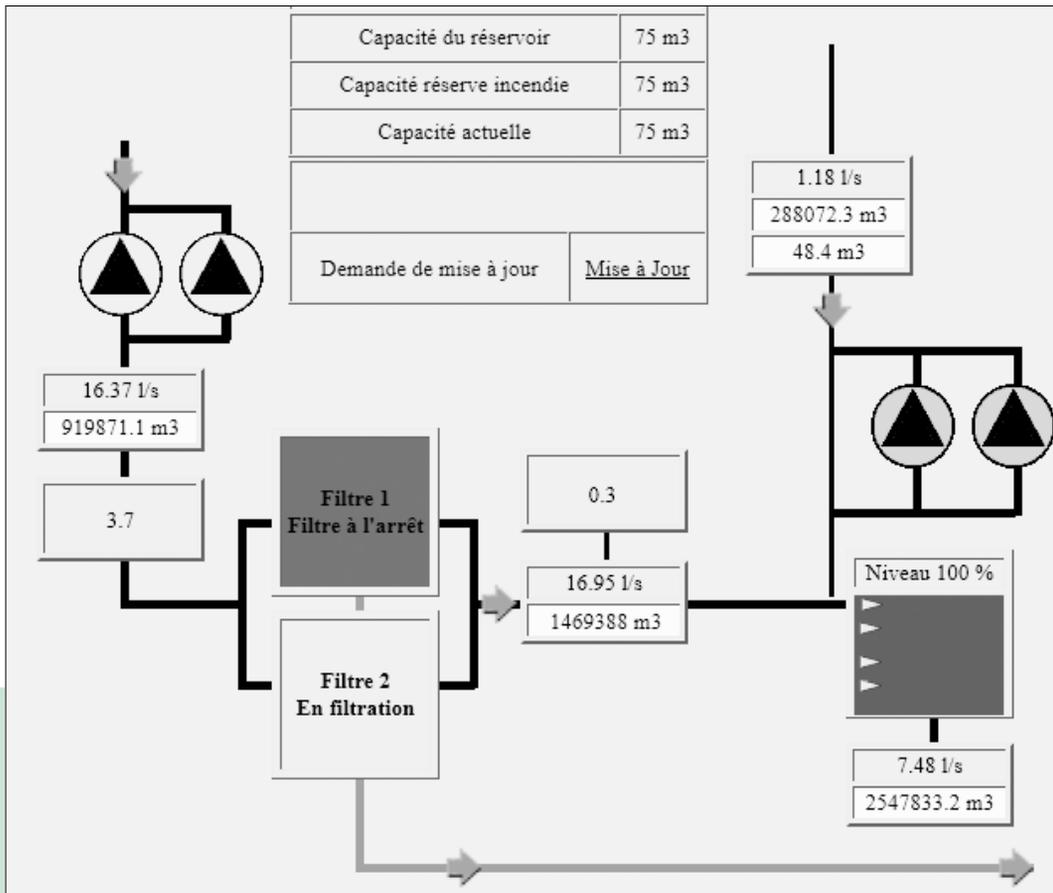
A droite : exemple d'une plate-forme accessible au public d'un approvisionnement en eau en Suisse

structures servant à mener des attaques ciblées contre des organismes gouvernementaux ont également été repérées.

Les failles de sécurité

Directement ou indirectement, d'innombrables utilisateurs d'Internet ont été touchés par une faille de la bibliothèque de chiffrement OpenSSL. La faille a été révélée en avril 2014 et existait depuis deux ans déjà. De telles failles de sécurité ne sont pas seulement utilisées par des criminels à des fins d'enrichissement, mais peuvent aussi profiter à des services de renseignement à des fins d'espionnage. C'est ainsi que la NSA a apparemment utilisé des failles de sécurité à des fins d'espionnage, les failles n'étant donc pas annoncées ou éventuellement avec du retard. Que les failles de sécurité ne soient pas rendues publiques par ceux souhaitant les exploiter – qu'il s'agisse de criminels ou

de services de renseignement – n'a rien d'étonnant. De plus en plus, les intérêts commerciaux jouent toutefois également un rôle dans la détection de telles failles. La découverte d'une faille a une certaine valeur, car une tâche qui devrait en réalité être assumée par le fabricant est ici endossée par le chercheur. Aujourd'hui déjà, il existe des entreprises qui acquièrent de telles informations et les vendent ensuite aux utilisateurs et fabricants. Cette commercialisation recèle le risque de voir, d'une part, des failles de sécurité ne plus être corrigées pour des raisons de coût et, d'autre part, le savoir se rapportant à une faille tomber entre les mains de criminels. Un manuel réglementant les droits et obligations des chercheurs mais aussi des fabricants concernés et présentant par exemple également des possibilités de définir la valeur d'une faille de sécurité serait un moyen de contrer cette tendance (responsable disclosure).



LES PERSPECTIVES

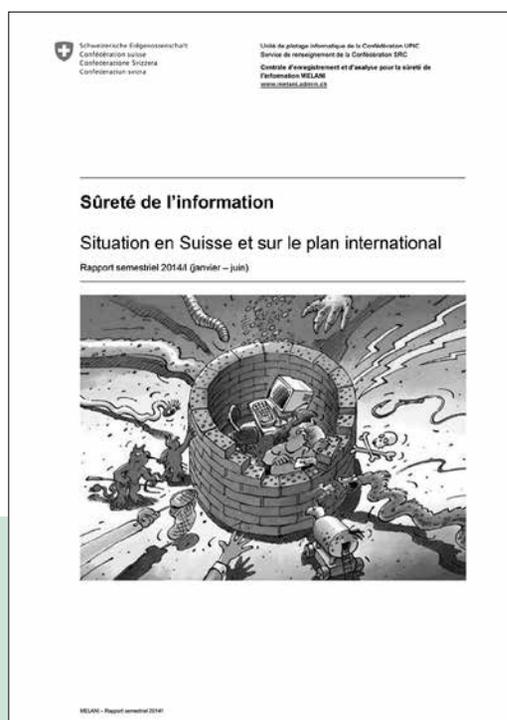
Les mesures prises contre des espions identifiés : pesées d'intérêts politiques

Outre une longue et complexe procédure pénale ainsi que des mesures de prévention ciblées, la Suisse a la possibilité d'appliquer ses réglementations ressortissant à la législation sur les étrangers à l'encontre des espions identifiés. Selon les circonstances, ces moyens sont appliqués discrètement ou de manière ostentatoire, afin d'obtenir un effet d'exemple. La Suisse peut par exemple expliquer sa législation aux pays d'origine de ces fonctionnaires actifs dans le domaine du renseignement dans le but de les voir rappelés au pays. Un espion identifié peut aussi se voir refuser une accréditation diplomatique, voire le visa, ou une interdiction d'entrée peut être prononcée contre lui. Il peut – s'il s'agit d'un diplomate – être déclaré persona non grata. De telles mesures sont certes régulièrement prises contre des personnes de divers Etats, mais elles doivent toujours faire

l'objet d'une pesée d'intérêts de la Suisse sur un plan politique. C'est ainsi que la présence en Suisse d'officiers de renseignement identifiés peut être délibérément acceptée, par exemple en lien avec des organisations internationales ou des négociations menées sur sol suisse. Le succès de telles négociations peut revêtir un intérêt politique supérieur et ainsi peser davantage que des préoccupations liées à la politique de sécurité.

De l'importance de la prévention

A l'avenir aussi, des intérêts économiques, politiques et militaires seront visés par des activités d'espionnage, en Suisse également, cela en raison du standard technologique élevé de l'industrie suisse, du rôle d'hôte du pays pour des instituts internationaux de recherche, l'ONU et d'autres organes internationaux, de son rôle de place financière, de sa qualité de plateforme pour le commerce d'énergie et de matières premières, etc. Etant donné de plus que les travaux d'exploration et de poursuite pénale dans le domaine du service de renseignement prohibé sont très longs, complexes et qu'ils échappent à l'entraide judiciaire internationale, la prévention revêt un rôle important : les cibles potentielles doivent ainsi être au courant de la menace et agir de leur côté de manière responsable, afin de lutter efficacement contre l'espionnage.



Le rapport semestriel de MELANI est disponible sur Internet (www.melani.admin.ch)

Le SRC est légalement chargé de prendre des mesures préventives contre les activités d'espionnage de services de renseignement étrangers dirigées contre des intérêts suisses. Les analyses illustrant les liens entre des événements isolés dans l'espace cybernétique font également partie du travail de prévention, puisqu'elles permettent d'identifier la menace et de prendre ainsi des mesures adéquates. Sous le nom de Prophylax, le SRC, en collaboration avec les services de renseignement cantonaux, sensibilise depuis des années les entreprises ainsi que les instituts de recherche et les hautes écoles aux risques liés non seulement à l'espionnage mais aussi à la prolifération. A l'heure actuelle, l'accent est mis sur des instituts universitaires actifs dans le domaine des technologies de pointe, alors que des entreprises actives dans des secteurs de haute technologie exposés aux risques de prolifération sont depuis le début sensibilisées par Prophylax. Le programme de prévention et de sensibilisation Technopole, spécialement axé sur la recherche en Suisse, sert à lutter contre le service de renseignement prohibé, la fuite d'informations et la prolifération, en collaboration avec les hautes écoles et instituts de recherche. Sous la devise « protection de l'économie », qui englobe la protection contre l'espionnage et la criminalité, des efforts sont actuellement consentis, notamment en Allemagne et en Autriche, pour collaborer plus étroitement et de manière transfrontalière dans le domaine de la prévention et de la sensibilisation des entreprises.

Enfin, le Conseil fédéral a adopté en juin 2012 déjà une Stratégie nationale de protection de la Suisse contre les cyberrisques (SNPC) et une Stratégie nationale pour la protection des infrastructures critiques (Stratégie nationale PIC) avant de ratifier en mai 2013 le plan de réalisation de la SNPC. Les seize mesures de la SNPC et les quinze mesures de la Stratégie nationale PIC doivent être réalisées de manière concertée d'ici à 2017. En outre, le Conseil fédéral va, sur la base d'une motion du Conseil des Etats, engager une commission d'experts pour une durée maximale de trois ans sur l'avenir du traitement et de la sécurité des données. ■

Les conflits dans l'espace cybernétique

Le conflit en Ukraine se passe également dans l'espace cybernétique. Outre les attaques d'espionnage citées plus haut, le gouvernement ukrainien, des parlementaires ukrainiens ainsi que les sites web du Kremlin et de l'OTAN ont été visés par des attaques. Les exemples montrant que les conflits se déroulent toujours aussi dans l'espace cybernétique sont nombreux. Les attaques qui s'en prennent à la disponibilité des sites web ou visent à les défigurer tout en faisant partie intégrante du conflit sont plus que courantes. Quant aux possibilités évoquées dans le cadre des explications données sur l'opération Dragonfly, elles ont un poids tout autre sur le plan de la politique de sécurité.

Liste des abréviations

AIEA.....	Agence internationale de l'énergie atomique
ALF.....	Front de libération des animaux / Animal Liberation Front
AQMI.....	Al-Qaïda au Maghreb islamique
AQPA.....	Al-Qaïda dans la péninsule arabique
CP.....	Code pénal suisse
DEINC.....	Dispositif explosif ou incendiaire non conventionnel
DFAE.....	Département fédéral des affaires étrangères
EII.....	Etat islamique en Irak
EIIL.....	Etat islamique en Irak et au Levant
FF.....	Feuille fédérale
GCHQ.....	Government Communications Headquarters
HUMINT.....	Human Intelligence
LFRC.....	Loi fédérale sur le renseignement civil
LMSI.....	Loi fédérale instituant des mesures visant au maintien de la sûreté intérieure
LRens.....	Loi sur le renseignement
LTTE.....	Tigres de libération de l'Eelam tamoul / Liberation Tigers of Tamil Eelam
NSA.....	National Security Agency
OSINT.....	Open Source Intelligence
OTAN.....	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
Pegida.....	Patriotes européens contre l'islamisation de l'Occident
PIC.....	Stratégie nationale pour la protection des infrastructures critiques
PKK.....	Parti des travailleurs du Kurdistan
RAZ.....	Reconstruction révolutionnaire de Zurich / Revolutionärer Aufbau Zürich
SNPC.....	Stratégie nationale de protection de la Suisse contre les cyberrisques
SRI.....	Secours Rouge International
WEF.....	Forum économique mondial / World Economic Forum

Rédaction

Service de renseignement
de la Confédération SRC

Clôture de la rédaction

Février 2015

Contact

Service de renseignement
de la Confédération SRC
CH-3003 Berne
E-mail : info@ndb.admin.ch
Téléphone : +41 (0)58 643 95 84
www.src.admin.ch

Diffusion

OFCL, Vente des publications fédérales,
CH-3003 Berne
E-mail : verkauf.zivil@bbl.admin.ch
www.publicationsfederales.admin.ch
n° d'art. 503.001.15f
ISSN 1664-4697

Copyright

Service de renseignement
de la Confédération SRC, 2015

